

N°20 - DÉCEMBRE 2022 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE



AFGHANISTAN / UKRAINE

LA PAROLE

AUX RÉVOLUTIONNAIRES

LA RÉFORME
DU BAC PRO

LES TROTSKISTES
ET LE SYNDICAT

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

★ ★ ★

L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

ÉDITORIAL



D'un numéro à l'autre de Partisan Magazine, la situation mondiale reste toujours aussi en crise et anxiogène : guerre, crise écologique, crise sanitaire, inflation, le capitalisme-impérialisme craque de partout sans jamais s'effondrer, mais en plongeant toujours plus dans une spirale de catastrophes et de misères.

Alors, va-t-on se contenter de se lamenter encore longtemps sur cette situation bien connue et qui ne va que se dégrader, nous le savons tous ?

Non. Il faut réagir.

D'abord comprendre, et pas superficiellement, en profondeur.

Comprendre la vraie nature du capitalisme, ce côté « système » dont beaucoup parlent sans trop savoir ce qu'on met derrière ce mot.

- Ce numéro aborde de manière approfondie **le débat sur le partage des richesses**, savoir si c'est une issue pour le prolétariat, si les revendications de hausse des salaires ou de taxation des superprofits permettent ne serait-ce que contester le fonctionnement économique du système.

- Il décortique, ou plutôt commence à décortiquer **le projet de réforme du Bac Pro**, une illustration partielle de la manière dont la bourgeoisie veut transformer le système d'enseignement dans la crise multiforme actuelle. Ce n'est qu'une première réflexion, et nous y reviendrons. Mais tellement importante pour les jeunes, future chair à canon de la guerre économique, pour leurs parents prolétaires, et donc pour les enseignants en première ligne.

- Il aborde **la crise écologique de l'eau**, sous deux aspects, l'un plus français, l'autre mondial, pour voir comment cette ressource vitale et essentielle est l'enjeu d'une nouvelle guerre entre concurrents tous plus féroces et aveugles les uns que les autres. Et donc pour tracer une perspective pour notre avenir.

- Enfin, il décortique un peu **la tactique syndicale des trotskistes**, plus particulièrement de Lutte Ouvrière, autour de l'exclusion du syndicat CGT de PSA Poissy. Pas pour tant pour chicaner sur les événements eux-mêmes, que pour montrer qu'être anticapitaliste, et pas seulement dans les mots, c'est bien distinguer entre les amis et les ennemis, sans se tromper, sinon on en fait les frais.

Comprendre donc, en allant au fond des contradictions, à l'essence du capitalisme, sans s'arrêter aux apparences et aux illusions et misérables impasses réformistes. Nous complétons comme d'habitude ces articles de fond par des notes de lecture de quelques livres qui nous semblent importants pour la réflexion et le débat, même si nous n'en partageons pas toujours les orientations.

Mais comprendre, étudier ne suffit pas. C'est le socle de l'intervention politique, de l'action dans les masses et d'abord dans le prolétariat et le peuple, quelles que soient les difficultés des contextes variés et de la période.

À ce titre, Partisan Magazine a choisi **de donner la parole aux révolutionnaires d'Ukraine et d'Afghanistan**. Les un.e.s et les autres confronté.e.s à tous les impérialismes, Occidental avec Biden, l'OTAN et l'Europe, Russe avec Poutine, voire Chinois en souterrain.

Nous publions donc **deux longs interviews exclusifs** pour notre magazine, l'un des

camarades du KSRD d'Ukraine (nous en avons parlé dans notre numéro précédent), l'autre de la camarade de RAWA d'Afghanistan à l'occasion de sa tournée en France début octobre. Nous avons choisi de leur donner la parole, longuement, pour qu'ils puissent faire connaître leur combat, et pour que la solidarité, politique mais y compris financière puisse se développer envers eux.

Ces camarades militent dans des conditions extrêmement difficiles, que chacun.e peut facilement imaginer. Ils sont un exemple pour nous tou.te.s, et nous disons à tous nos lectrices et lecteurs **qu'il est temps de sortir de l'attentisme**, du pseudo militantisme virtuel des réseaux sociaux, qu'il faut s'engager, qu'il faut rejoindre l'OCML Voie Prolétarienne. C'est le meilleur soutien que nous puissions apporter à ces camarades, en partageant le combat commun contre le capitalisme-impérialisme !

Vive l'internationalisme prolétarien ! L'heure n'est pas à l'indignation, l'heure est à l'engagement radical pour arracher les racines du capitalisme et semer les graines d'un monde nouveau !



LES SURPROFITS... ET LES PIÈGES!



Grève des travailleurs de Géodis
Gennevilliers, 10/2022.

Crédits : Hermann Click / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

3

D'un côté notre pouvoir d'achat est grignoté à belles dents par la hausse des prix, de l'autre des entreprises qui font des superprofits et des patrons qui s'accordent des super-augmentations de salaires. On a raison de se révolter – vieux slogan maoïste !

Les travailleurs de Géodis Gennevilliers, par exemple, ont appris que leurs directeurs, en plus de leurs salaires mensuels de 15.000, 16.000 et 17.000 euros, s'octroyaient une petite prime de fin d'année de 300.000 euros. Il n'y a pas que les actionnaires qui empochent le produit du travail de ceux qui sont payés au SMIC ou juste au-dessus.

Et du côté des actionnaires, il n'y a pas que les profiteurs de guerre, comme Sanofi, dont les profits ont gonflé grâce aux morts et aux blessés de la Covid ; CMA-CGM, qui a profité de la reprise du fret maritime de l'après-Covid (en un an, la richesse de la famille Saadé, qui détient le groupe, est passée de 6 à 36 milliards de dollars)¹ ; et bien sûr TotalEnergie, qui a des résultats extraordinaires grâce à la guerre en Ukraine et à la hausse des prix de l'énergie. « On estime entre 80 et 90 milliards d'euros le montant du « surprofit » engendré par les 150 plus grandes entreprises françaises en 2021 »¹.

Il y a de quoi se révolter. Et quand on est en lutte, on apprécie tous les soutiens. On sait bien que le problème est général, national et même mondial. Donc politique. La meilleure perspective est l'élargissement de la lutte à d'autres travailleurs. Quant aux soutiens politiques, c'est moins évident. Ils nous présentent souvent des

pièges. Car la France Insoumise, le PCF, le NPA, la CGT, que nous proposent-ils face à l'inflation et aux superprofits? Qu'ils fassent connaître notre lutte, c'est bon pour le rapport de force. Mais quand ils essaient d'élargir la perspective et de nous orienter vers leur solution politique, attention! Voyez en quelques lignes :

La France Insoumise

Résumé du programme, Chapitre 3, Pour une économie libérée de la finance :

« • *Interdire les versements de dividendes supérieurs aux bénéficiaires,*
• *Interdire les licenciements économiques pour les entreprises qui versent des dividendes ou bénéficient d'aides de l'Etat,*
• *Rendre l'impôt sur les sociétés progressif en fonction des bénéfices et faire payer moins aux entreprises qui investissent et plus à celles qui versent des dividendes.* »

Le PCF

Programme Construisons la France en commun, juin 2020, chapitre 5, Pour remettre en cause la domination du capital :

« *C'est par ses pouvoirs sur l'argent et la monnaie que le capital installe sa domination sur l'économie et la société. Le projet communiste entend promouvoir, par la lutte, un tout autre système de financement et un impôt plus juste et mieux réparti. (...) Impulser une autre conception du crédit, en s'appuyant sur la création d'un pôle public bancaire et financier. Celui-ci devra notamment résulter des nationalisations d'établissements bancaires... »*

Le NPA

Revue l'Anticapitaliste n° 139, octobre 2022, par Antoine Larrache, extrait :

« *Entre les réformes de l'assurance chômage, des retraites et de l'inflation, le point commun est de savoir quelle part des richesses revient aux salariés, et quelle part reste aux profits. (...) Il faut réquisitionner les superprofits, en urgence, mais, plus globalement, augmenter les salaires et tous les revenus. (...) Mais pour nous, il ne s'agit pas de les taxer... mais de réquisitionner ces secteurs... »*

La CGT

Magazine Ensemble, octobre 2022, page 31, Superprofits, les taxer oui, mais pas que... :

« *Oui, à l'instar des Britanniques, des Espagnols et des Italiens, il faut taxer les superprofits* », martèle Fabrice Angéli, secrétaire confédéral de la CGT, « *mais cela ne suffit pas. C'est toute la fiscalité des entreprises qu'il faut réformer... De sorte que la fiscalité se remettrait au service d'une juste répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail.* »

Résumons en deux mots : taxer, et partager. Une « juste répartition » est plutôt le terrain syndical, et une « autre fiscalité » le terrain politique. Deux bonnes idées qui se complètent ?

Prenons une image simple. Vous êtes victime d'un vol, le voleur est rapidement identifié, et un ami qui vous veut du bien propose... un juste partage !

« Voleur » n'est pas seulement une image en fait, car le capitaliste vole tout le sur-travail de l'ouvrier. Avec le salaire, il ne paie que le prix de la force de

travail, ce qu'il faut pour entretenir le travailleur, du moins le minimum possible. Et l'ouvrier produit en gros deux fois plus de valeur qu'il n'en coûte. 100%, c'est approximativement le taux d'exploitation courant. Les camarades autrichiens de Proletarische Revolution l'avaient calculé pour l'ensemble de leur pays il y a quelques années – un gros travail – et c'est le résultat auquel ils étaient arrivés.

Les capitalistes sont des voleurs professionnels, et nos syndicalistes et politiciens de « gauche » proposent un juste partage avec eux !

Pour l'axe politique, « taxer », il nous faut une autre image, celle de l'Etat. Car qui va mettre en place une autre politique fiscale ?

L'image nous est fournie par Lénine, dans L'Etat et la révolution : « L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir, c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe... Une machine bureaucratique et militaire »². Le flic et le bureaucrate, l'un qui vous menace de mort si vous vous révoltez, l'autre qui vous donne des ordres si vous continuez à obéir... C'est ça l'Etat. Et nos réformistes démocrates misent tout sur cette énorme machine pour instaurer un peu de justice ! À travers des élections, une nouvelle constitution, un nouveau gouvernement, appuyés si besoin par des soutiens populaires. Ils sont dans l'utopisme le plus complet, l'histoire l'a prouvé maintes fois.

**Marx, 1965,
Salaire, prix et profit (conclusion)**

« Si la classe ouvrière lâchait prise dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires à la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ».

**Engels, 1880,
article Un salaire équitable pour
une journée de travail équitable**

« Il n'y a pas d'émancipation possible de la classe ouvrière tant qu'elle ne sera pas en possession de tous les moyens de travail : terre, matières premières, machines, etc., et partant en possession du produit tout entier de son travail. »

Taxer et partager : le NPA a un autre mot, « réquisitionner ». Le mot d'ordre semble très révolutionnaire. Il peut rappeler les « réquisitions de Marseille » de 1944. Dans une quinzaine d'entreprises, rassemblant près de 15.000 ouvriers, les patrons avaient été arrêtés pour collaboration. Des « comités de gestion » ont pris la relève, composés de militants ouvriers et de techniciens et ingénieurs. L'initiative, assez extraordinaire, a duré plus de trois ans, et a embarrassé la direction nationale du PCF. Les circonstances de l'époque étaient assez particulières³. Qui peut faire une réquisition aujourd'hui, sinon l'Etat ? Malgré les apparences, avec le NPA on retombe donc du côté des nationalisations et du réformisme.

Nous savons bien que, derrière l'expression « un juste partage », les travailleurs expriment une aspiration à une autre société. Et à travers la revendication de « taxer les profits », c'est aussi la volonté d'une justice grâce à une autre politique. Il n'empêche que ces slogans sont des pièges.

Plutôt que le partage, disons :

**Nous voulons gagner notre vie,
pas notre misère !**

Et :

Nos vies valent plus que leurs profits !

Plutôt que « taxer » :

**Réquisition générale de l'économie
par les comités de travailleurs !**

Et (proposé par Karl Marx) :

Abolition du salariat !

.....

1. Ensemble, magazine de la CGT, octobre 2022, page 31.

2. Lénine, tome 25, page 436 et 449.

3. Lire *La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière – Marseille 1944-1948*, par Robert Mencherini, Ed. L'Harmattan 1994.

UNE NOUVELLE DES POUR QUOI



RÉFORME LYCÉES PRO, FAIRE ?

La mise en place chaotique de la dernière réforme du lycée pro (dite réforme Blanquer) était à peine achevée qu'on annonçait déjà une nouvelle réforme, attribuée cette fois au ministre Ndiaye (même si dans les faits, c'est surtout Macron qui monte au créneau pour défendre cette pièce maîtresse de sa « révolution » néolibérale). La réforme Blanquer (2019) réduisait drastiquement les heures d'enseignement général et accélérât la liquidation du cadre national du bac pro (puisque les examens finaux sont de plus en plus remplacés par des contrôles en cours de formation distribués à la tête du client). La nouvelle réforme s'annonce encore plus brutale. Une mobilisation des profs et des élèves semble prendre de l'ampleur (même si elle reste limitée à l'heure où nous écrivons ces lignes). Cet article est le résultat d'une discussion que nous avons organisée avec des personnes militantes ou sympathisante de notre organisation et ouverte à des personnes engagées dans la lutte des lycées pro, afin de mieux cerner les projets du gouvernement. Après ce premier débat, nous aurons nécessairement à y revenir, avec la collaboration des uns et des autres !

Le développement de l'enseignement professionnel après-guerre a été voulu tout à la fois par les syndicats et le patronat (les grands patrons de la métallurgie) avec l'idée d'une main d'œuvre formée et capable de s'adapter aux évolutions du capitalisme. Aujourd'hui, alors que le lycée pro scolarise encore 30% des lycéens issus.e.s à 70% des classes populaires, les dernières réformes donnent plutôt l'impression d'un abandon et d'une destruction progressive de la filière.

Dès la rentrée 2023 une nouvelle réforme du bac pro prévoit :

- La mixité obligatoire des publics entre les élèves qui sont en apprentissage et les autres alors que les temps et les cycles de formation ne sont pas les mêmes (les apprentis n'ont que 5 semaines de congés payés et travaillent toute l'année, les trois quarts du temps en entreprise).
- 30 semaines de stages pendant les 3 ans que dure un bac pro classique (hors apprentis), c'est à dire sept semaines de stage en plus.
- Des classes coupées en deux (une moitié en stage, une moitié en cours) pour occuper quand même les profs.
- L'annualisation des services pour qu'ils puissent aussi « adapter leurs horaires à la réalité locale » et donc bosser pendant les vacances.

- Une diminution drastique des heures de français et d'histoire géo, la suppression probable des arts appliqués et de la PSE (Protection Santé Environnement – la seule matière où les élèves pouvaient acquérir des notions de droit du travail et de sécurité).
- La fermeture des lycées pro inadaptés au bassin d'emploi (en guise d'avant-goût, on annonçait début novembre la fermeture de 7 lycées à Paris dont six lycées pro).
- La suppression de 8000 à 10 000 postes de profs.
- Une autonomie accrue du chef d'établissement, qui devra chercher des partenariats publics privés et sera autonome sur la distribution des heures aux profs.
- Le retour à l'orientation en fin de classe de cinquième.

On pourrait se dire que c'est un retour au capitalisme à la Zola et au travail des enfants, mais le capitalisme a évolué, il a besoin de salariés formés, et les enfants ont évolué aussi, ils ne sont pas adaptés au travail à 12 ans. Du coup s'agit-il d'une simple question de choix politique, hors de toute considération économique ? À la France Insoumise, par exemple, et souvent à la CGT on entend que les idéologues néolibéraux du ministère sont déconnectés des réalités même du capitalisme. Est-ce une simple question de néolibéralisme et d'idéologie ?

UNE ÉVOLUTION DE LONGUE DURÉE

En fait les réformes Blanquer/Ndiaye s'inscrivent dans une évolution de longue durée. À sa création en 1985, le Bac Pro proposait déjà des périodes de stage en entreprises deux fois plus longues que les CAP et BEP de l'époque (il faut dire qu'à l'époque et jusqu'à la fin des années 2000, le Bac Pro se faisait en quatre ans). De la fin du 19^{ème} jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, la tendance était à la diminution du temps passé en entreprises dans les formations des jeunes travailleurs et travailleuses, avec une insistance croissante sur l'acquisition de savoir théorique dans la qualification. Depuis les années 1980, on observe la tendance inverse : l'accent est mis sur l'adaptation à l'entreprise et aux bassins d'emploi. Les

Régions, créées en 1982, ont eu rapidement leur mot à dire dans l'organisation de la formation, avec les « Schémas régionaux de formations », et le patronat local n'a fait que renforcer sa présence dans toutes les instances en commençant par les Conseils d'Administration de lycée. Aujourd'hui, ce sont elles qui sont en charge pour l'Etat de la formation professionnelle.

En observant les réformes successives, on repère bien un fil rouge sous l'impression d'accumulation et de chaos : il s'agit d'adapter la formation professionnelle à un nouveau stade de la mondialisation impérialiste dit « néolibéral ». Les principaux points de la réforme actuelle (comme l'augmentation des périodes de stage, l'ouverture et la fermeture des filières en fonction des besoins locaux et immédiats du patronat) vont dans ce sens.

Il y a certes un aspect principal et un aspect secondaire. L'aspect principal c'est de fournir une main d'œuvre flexible et employable (ce qui ne veut pas dire qualifiée, bien au contraire), et l'aspect secondaire c'est le souci de l'Etat de faire des économies. La pédagogie doit désormais se fonder sur « l'approche par compétences » pour « l'employabilité » : il s'agit de produire des jeunes travailleurs et travailleuses idéaux et idéales selon le désir des patrons, déqualifié.e.s mais facilement adaptables et formaté.e.s idéologiquement pour accepter l'autorité. Ce qui compte, ce n'est plus la qualification et le métier, mais « l'insertion professionnelle », la capacité à s'intégrer à n'importe quel emploi. C'est aussi le sens du développement de la « co-intervention », et de la « pédagogie de projet », qui sous prétexte de « décloisonner les disciplines », mettent l'enseignement du français, de l'anglais et des maths au service des compétences professionnelles.

UNE ÉCOLE AU SERVICE DES ÉVOLUTIONS DU CAPITALISME

Les réformes donnent l'impression que la bourgeoisie semble tirer un trait sur la qualification, et entend faire peser le poids de la formation sur l'entreprise. Comment expliquer cette apparente contradiction ? On entend souvent dire dans les médias que le salariat serait de plus en plus polarisé entre une fraction de plus en plus qualifiée, et une autre qui le serait de moins en moins. Dans les faits, il faudrait y regarder de plus près. On remarque qu'à chaque fois qu'il est question de la

réforme de la voie professionnelle, la question des BTS est peu ou pas abordée. De l'instauration du bac pro en 1985 à l'instauration du système Parcoursup en 2017, les BTS sont progressivement devenus le débouché des élèves qui voulaient continuer à se former après le bac pro. Or depuis Parcoursup on mesure à quel point ces BTS sont occupés et même engorgés par des élèves issus de bac généraux ou technologiques (bacs intermédiaires entre professionnel et technologique, et appelés à disparaître à court terme). Ces réformes semblent ainsi organiser le découplage entre bac pro et BTS, institué de fait par Parcoursup, et on revient à la situation ancienne où BTS et DUT n'étaient que les filières courtes à la suite de l'enseignement général. Les postes d'ouvrier.e.s hautement qualifiés ou de techniciens (qui en particulier supervisent la sous-traitance) seraient ainsi réservés aux sortants de BTS ou de licences pro, issus des filières générales. C'est la conséquence logique de la massification du baccalauréat général, de la multiplication des écoles de formation d'ingénieurs et de la tendance à la « professionnalisation » des formations universitaires (avec l'explosion des licences pros)...

De la même manière mais de l'autre côté de l'échelle, la question du CAP n'est pas non plus abordée, qui continuent à former a minima un certain nombre de métiers de base : coiffeur, maçon, petite enfance, conducteur routier, etc. Entre ces deux extrêmes, CAP d'un côté et BTS de l'autre, relativement stables, la place du bac pro est elle mouvante au fil des évolutions du capitalisme et de ses transformations.

Ce qui complique un peu le problème c'est que cette tendance à la polarisation du salariat n'est pas valable dans toutes les filières : c'est le cas en Maintenance ou en Productique, mais pas en Chaudronnerie par exemple. On observe aussi, avec la promotion par la réforme Blanquer de « familles de métiers », une liquidation de certaines filières tertiaires (Gestion, Administration, Transports et Logistique sont désormais confondues dans des formations fourre-tout).

L'APPRENTISSAGE COMME MODÈLE

Ainsi Macron l'a martelé en présentant son projet de réforme à la rentrée, il s'agit, en augmentant les périodes de stage d' « avoir un système qui

se rapproche de l'apprentissage », en augmentant les périodes de stage d' « au moins 50% ».

C'est une chose que l'Etat, représentant la bourgeoisie dans son ensemble veuille généraliser l'apprentissage jusqu'au niveau ingénieur, c'est autre chose de convaincre tous les patrons de jouer le jeu. Les grandes entreprises peuvent se permettre de « miser » sur des jeunes et les former en vue d'une embauche, mais pour les petites entreprises l'apprentissage permet surtout, dans le meilleur des cas, d'avoir des manœuvres à temps partiel, subventionnés par l'Etat. Et parfois les apprentis sont vus comme des boulets potentiels et le patron préférerait que l'Education Nationale prenne quelques années supplémentaires à mieux les former. C'est pourquoi l'apprentissage, bien qu'il soit ouvert à partir de 15 ans pour ouvrir la voie à un CAP ou un bac pro classique obtenus avec 75% d'enseignements en moins, concerne en fait principalement des élèves qui ont déjà leur bac en poche.

Le développement de l'apprentissage est en effet le maître mot des gouvernements bourgeois depuis plus de 20 ans. Il permet de payer les jeunes à faire le même travail que les adultes, mais pour moins cher. Il serait soi-disant le seul remède efficace contre le chômage des jeunes (même si à l'arrivée il n'y a pas assez de patrons pour prendre tout le monde, même en apprentissage). Les gouvernements ont ouvert des filières d'apprentissage dans les lycées pro, comme le permettait la création en 2001 des « lycées des métiers », par le ministre de l'enseignement professionnel du gouvernement Jospin, un certain dénommé Mélenchon – directement en lien avec le patronat des zones d'emploi concernées.

Le développement des filières d'apprentissages devait compenser les pertes de budget en allant à la chasse à la taxe d'apprentissage. Il y avait des primes à se faire pour les proviseurs les plus zélés. Désormais, comme le nombre d'apprentis ne permet pas à lui seul d'ouvrir les filières prévues, la réforme Ndiaye prévoit la mixité des apprentis, qui seront mélangés avec les autres élèves (là encore on reste dans la logique du « lycée des métiers » de Mélenchon).

Dans les faits, les CFA (centres de formation d'apprentis) directement contrôlés par le patronat continuent à se tailler la part du lion dans

les formations d'apprentis. De même que les chambres de commerce (CCI) ont un rôle majeur dans la formation professionnelle continue en lien avec les entreprises du secteur.

L'apprentissage est parfois même « populaire » auprès des élèves et de leurs familles, car dans le contexte de paupérisation des familles prolétaires, un salaire d'apprenti (même en dessous du SMIC) permet une rentrée d'argent qui n'est pas de trop. Pour les élèves sans papiers isolés, l'apprentissage peut carrément être un moyen de survie. Le gouvernement a d'ailleurs cherché à leur en compliquer l'accès après la grève de la faim du boulanger de Besançon qui demandait la régularisation de son apprenti, au printemps dernier, en exigeant qu'ils se procurent des dérogations auprès du ministère du travail.

Si les élèves sans papiers sont souvent appréciés des petits patrons pour leur « employabilité » et leur « maturité », l'apprentissage permet aussi un tri raciste (contre les enfants des quartiers populaires) et sexistes (seulement 20% de filles). Surtout il ne concerne encore que 700 000 jeunes et rien ne dit que le patronat soit disposé à en prendre plus, d'autant que 30% des contrats d'apprentissages sont rompus avant leur terme.

QUELLE ÉCOLE POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

En présentant le lycée pro comme un « gâchis » pour mieux encenser l'apprentissage, Macron ne fait pas qu'exprimer son mépris des profs, il joue aussi avec cynisme du sentiment de rejet de l'école présent chez les élèves comme chez leurs parents, qui sentent avec raison que l'école telle qu'elle existe dans le capitalisme est souvent ennuyeuse et humiliante pour les enfants des classes populaires. Mais en réalité ce que Macron propose pour mettre fin à cette humiliation et à cet ennui c'est de faire de l'école le sas du monde de l'entreprise, un monde pas moins ennuyeux et humiliant.

La commission européenne incite depuis des années les Etats à se caler sur un modèle qui existe déjà dans une partie des Etats-membres : 15% des élèves en enseignement supérieur où ils apprendront à « manager » les « ressources humaines », 25% d'élèves en enseignements

qualifiés pour assurer le fonctionnement et la maintenance de la production, et 60% qui devront surtout apprendre à être employables, adaptables, embauchables et débauchables en fonction des besoins du capitalisme.

L'école dont nous voulons est évidemment à l'opposé de ce projet néo-libéral, mais nous ne pensons pas qu'une « autre école » suffira à créer un « autre société » (pour reprendre un slogan ambigu du syndicat SUD Education). Aucune autre société n'est possible sans révolution, même si l'éducation fait partie du processus. Toutefois nos revendications immédiates pour l'école sont intimement liées à la société que nous voulons construire.

Nous voulons une école polyvalente, polytechnique et poly-culturelle pour toutes et pour tous. Cela veut dire que la culture enseignée ne doit pas être la seule culture de la bourgeoisie, outil de sélection et de reproduction des inégalités sociales, avec ses codes élitistes qui provoquent l'ennui et l'humiliation des élèves des classes populaires. Nous refusons la distinction bourgeoise entre la culture bourgeoise « légitime » et les autres, nous refusons aussi la distinction entre formation manuelle et intellectuelle. La main est l'expression du cerveau, et c'est souvent par elle que passe l'apprentissage intellectuel. Obliger un enfant de 6 ou 7 ans à rester toute la journée sur une chaise, sans autre outil qu'une trousse et un cahier, c'est de la maltraitance. Nous voulons lutter contre la sélection et la spécialisation qui créent pour les besoins du capitalisme des adultes mutilés d'une part de leur personnalité.

Nous voulons :

- Une formation polytechnique ;
- Une formation qui lie la théorie à la pratique, pour permettre aux élèves de comprendre « comment ça marche » et « à quoi ça sert » ;
- Une formation à l'esprit scientifique et critique, une formation politique et civique, en lien avec la société et ses évolutions ;
- Un seul système d'enseignement unifié, dans des établissements vraiment polyvalents.



AFGHANISTAN / UKRAINE



LA PAROLE

AUX RÉVOLUTIONNAIRES

BILAN DE LA TOURNÉE DE RAWA

12

Une militante de Rawa en France, un an après le retour des Talibans à Kaboul, c'est pour nous un évènement. Les tournées de Sahar Saba en 2002 et de Zoya en 2009 sont encore dans nos têtes, marqués que nous avons été par « l'extraordinaire force militante qui se dégageait de leurs interventions »¹, et par la dureté et la violence de la situation régnant dans leur pays. Maryam, en moins d'une semaine, du 8 au 13 octobre, a assuré quatre réunions publiques, à Paris, Montreuil, Strasbourg et Lyon, trois interviews, au Media à Montreuil, à la radio Fréquence Paris Plurielle à Paris, à ce magazine Partisan (voir la suite), et de multiples conversations. Pourtant cette tournée nous laissera un goût amer. Voici pourquoi.

C'est une association italienne, le CISDA² qui a eu l'initiative de ce voyage, et Maryam a d'abord sillonné l'Italie pendant trois semaines. Ayant le contact avec une association d'anciennes militantes de soutien aux réfugiés de Calais, le CISDA a proposé un voyage en France. VP en est informée au milieu du mois d'août. Pour une tournée prévue début octobre ! Un mois et demi pour s'organiser, entre période de vacances puis de rentrée ! Stressant, puis frustrant...

Le résultat sera à la hauteur : très nettement moins de participants qu'en 2002 et 2009. Même s'il est difficile de mesurer la part due à l'affaiblissement des forces militantes révolutionnaires et anti-impérialistes, à commencer par celles de VP ! Car

.....
1 Rawa : Femmes et voix d'un peuple, ocml-vp.org/article157.html
2 Cisdas : collectif italien de soutien aux femmes afghanes.

le refus de l'organisation politique, le repli sur le syndical et l'associatif, la seule confiance dans des appels sur les réseaux sociaux, l'esprit et le fonctionnement libertaires, deviennent autant de freins. VP a eu l'impression d'être la seule organisation organisée, apportant une expérience, un contenu politique, des documents écrits, des affiches, un traducteur professionnel, etc. C'est par exemple la seule organisation à avoir simplement pensé à faire une déclaration de soutien lue dans les divers meetings (voir plus loin). Nous nous sommes sentis comme simplement entourés d'aides diverses, certes précieuses, la première étant celle des deux camarades qui ont accompagné Maryam pendant tout son périple, ainsi que l'Union Communiste de Lyon qui a assuré le meeting local.

Les soirées ont été denses et courtes, la nécessité de traduire divisant le temps par deux. Avec une petite présentation et des consignes de sécurité ; un exposé de Maryam suivi d'une vidéo de 12 minutes apportée par elle ; des questions-réponses ; une courte intervention de soutien des organisateurs ; et le mot de la fin de Maryam.

Ainsi on a vu et entendu, ressenti et mieux compris, la situation du peuple afghan et le travail de terrain de Rawa. Des parents afghans en sont rendus à vendre leur dernier bébé, entre 100 et 150 euros, pour pouvoir nourrir leurs autres enfants ; d'autres vendent un de leurs reins. Rawa mêle l'humanitaire et l'analyse politique, l'éducation clandestine et la formation militante. L'association afghane n'a pas été étonnée par le retour des Talibans, car depuis 2019 la trêve militaire et

les tractations diplomatiques allaient bon train avec les USA. Maryam insiste sur le fondamentalisme du Commandant Massoud et maintenant de son fils, et sur la politique impérialiste du gouvernement français. Le message est fort et il décrit autant une France impérialiste et hypocrite qu'un Afghanistan écrasé.

Suite à une question sur la place de la bourgeoisie en Afghanistan, posée à Strasbourg, Maryam dresse en quelques mots un tableau marquant : une classe supérieure au pouvoir faite de seigneurs de la guerre et de trafiquants de drogue ; des couches intermédiaires, intellectuels, commerçants, etc., qui n'ont pas de pouvoir ; et une grande majorité de paysans et prolétaires.

La faiblesse de cette tournée pourrait se mesurer en un seul constat : aucun soutien concret, aucun débouché pratique n'a été proposé. À l'opposé, en 2002, Sahar Saba était repartie avec plusieurs milliers d'euros et tout un stock de matériel médical et scolaire. Et elle nous laissait en échange, comme Zoya et Maryam, une aide remarquable dans la dénonciation de la France impérialiste.

Maryam a constaté et conclu positivement : « L'organisation du soutien à Rawa en Europe n'est est qu'à son début ». Et elle appuie l'idée d'un réseau européen permanent, une sorte de CISDA élargi. Elle précise pourtant par ailleurs que Rawa ne fait partie d'aucun réseau, d'aucune organisation internationale permanente. Elle participe simplement à des campagnes et des initiatives ponctuelles.

Nous pensons, à VP, que la première pierre d'un tel soutien est celle de savoir quel contenu politique on lui donne, donc quels types de soutiens on vise. Une solidarité de révolutionnaires à révolutionnaires, de révolutionnaires de pays impérialistes à révolutionnaires de pays dominés, et inversement ? Ou bien une solidarité humanitaire, simplement démocratique et féministe ; luttant pour l'extension à l'Afghanistan de la belle démocratie et du féminisme puissant du monde occidental ; faisant appel aux institutions européennes, onusiennes ou autres ; une solidarité basée sur l'humanisme du type dame patronnesse corrigeant par ses gestes charitables l'inhumaine exploitation gérée par son patron de mari ! Ce n'est pas la même démarche.

En 2002, Sahar Saba était intervenue dans un lycée du 93, devant les élèves de trois classes, pendant une heure de cours neutralisé (chose qui se prépare par de longues démarches...). Questions : « Madame, vous ne portez jamais le voile ? », « Madame, vous ne respectez pas la religion ? ». Questions simples et pourtant fondamentales.

VP sort de cette récente tournée avec l'envie d'organiser un nouveau voyage d'une militante de Rawa. En préparant bien à l'avance, en ayant le temps d'informer largement, de se coordonner entre organisations et associations diverses, de prévenir la presse, de prévoir des rencontres « de terrain ». Bref, une tournée bien préparée, bien organisée. Et bien utile, réciproquement ! Un « goût amer », disions-nous, suite à ce voyage de 2022 ? Non, plutôt un « goût de trop peu » !



Intervention de l'OCML-VP lors de la tournée RAWA

Féministes, laïques, révolutionnaires, anti-impérialistes : nous partageons le même combat!

Bonjour à toutes et tous,

Merci à notre sœur et camarade de RAWA d'être présente parmi nous. Merci pour son témoignage, pour la détermination et le courage de ses camarades, malgré les immenses difficultés auxquelles elles sont confrontées, les fondamentalistes Talibans ou de Daech. Une leçon pour nous ici dans une métropole impérialiste, où l'engagement militant n'est plus trop à l'honneur.

Nous militantes et militants de l'OCML Voie Prolétarienne sommes engagés depuis 20 ans dans le soutien à RAWA. Nous avons accueilli Sahar Saba en 2002, puis Zoya en 2009, aujourd'hui Mariam, nous traduisons et diffusons leurs textes, nous faisons tout pour faire connaître leur combat. Chaque fois il a été important pour nous de le populariser dans les quartiers, les usines, les universités, pour, comme elles, faire de la politique dans et avec les masses.

LA LUTTE DES CAMARADES DE RAWA EST UN EXEMPLE POUR NOUS TOUTES ET TOUS

Depuis 1977, 45 ans donc, elles se battent contre l'impérialisme et ses interventions.

Contre l'impérialisme russe et l'intervention soviétique en Afghanistan, dès 1979. Meena, la fondatrice de RAWA a été assassinée par les agents des services secrets afghans soutenus par l'URSS en 1987. Il faut rappeler là que c'est bien cette intervention étrangère qui va amener à la résistance nationaliste des chefs de guerre féodaux fondamentalistes, puis à création des Talibans, immédiatement dévoyée par l'appui massif des USA dans la concurrence impérialiste mondiale. C'est l'impérialisme qui nourrit le fondamentalisme.

RAWA s'est opposée aux impérialistes russes. Puis aux Talibans, à tous les chefs de guerre féodaux fondamentalistes réactionnaires, y compris ceux qui se présentaient avec l'appui de l'Occident, comme le commandant Massoud, collaborateur des services secrets français et ré-introducteur de la charia à Kaboul. RAWA s'est ensuite opposée frontalement à l'intervention US et occidentale – nous n'oublions pas l'intervention française entre 2001 et 2014, de Chirac à Hollande en passant par Sarkozy, 89 soldats français ont été tués là-bas.

Aujourd'hui, officiellement l'impérialisme US s'est retiré, mais toutes les interventions se poursuivent en souterrain, services secrets et

forces spéciales sur le terrain. Sans compter les Chinois, les Turcs, les Pakistanais, les Iraniens, tous au service d'une cause ou d'une autre. Mais nous savons qu'un impérialisme, qu'une intervention étrangère, grande ou petite puissance, c'est TOUJOURS au détriment du peuple qu'elle se fait.

RAWA ne fait aucune confiance en toutes les forces étrangères, régionales ou mondiales, qui prétendent les aider. Elles savent qu'elles ne peuvent compter que sur leurs propres forces, selon le vieil adage maoïste de la révolution chinoise. Elles savent qu'elles ne peuvent compter que sur la solidarité internationale que nous leur apportons aujourd'hui.

RAWA, c'est une organisation féministe, qui organise les femmes sur une base radicale, laïque (pas au sens d'anti-religieux, mais au sens de la séparation du religieux et du politique), anti-fondamentaliste, révolutionnaire et anti-impérialiste, pour un Afghanistan libre, laïc et démocratique, c'est-à-dire débarrassé du fondamentalisme et des influences et interventions étrangères.

RAWA, c'est une organisation en Afghanistan même, qui ne fuit pas vers l'exil, mais organise dans la clandestinité, à la fois travail humanitaire (aide alimentaire et sanitaire aux réfugiés, scolarisation des femmes), et politique (combat démocratique et anti-impérialiste).

À l'heure du soulèvement des femmes iraniennes contre le pouvoir des mollahs, nos camarades et sœurs de RAWA nous rappellent que seule une organisation solide, organisée, sérieuse et clandestine peut assurer la survie et l'espoir d'un mouvement révolutionnaire sur la durée. Encore une leçon à méditer dans nos pays impérialistes!

Nous militantes et militants de l'OCML Voie Proletarienne sommes engagés depuis 20 ans dans le soutien politique à RAWA. Leur combat est le nôtre : féministe, anti-impérialiste, laïc et révolutionnaire, nous partageons leur lutte. Nous sommes fiers de les avoir à nos côtés, et nous apprenons tous les jours de leur combat.

Féministes,
Anti-fondamentalistes,
Anti-impérialistes,
Révolutionnaires,
**SOUTENONS L'ASSOCIATION
REVOLUTIONNAIRE
DES FEMMES AFGHANES**



ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE
VOIE PROLÉTARIENNE

CONTACT@OCML-VP.ORG • BP133 - 93213 SAINT-DENIS LA PLAINE cedex



**Solidarité
internationale
contre
tous les impérialismes!**

**Le féminisme
révolutionnaire
et de classe
est l'avenir
des peuples!**

**À bas
le capitalisme-
impérialisme
qui domine la planète!**

OCML Voie Proletarienne, le 8 octobre 2022
<https://ocml-vp.org>

DÉRACINER LE FONDAMENTALISME POUR UN LIBRE, LAÏC ET

16



Manifestation de femmes afghanes à Kaboul devant l'ambassade d'Iran, en soutien aux femmes iraniennes (29/09/22).

ET LUTTER CONTRE LEURS MAÎTRES IMPÉRIALISTES

AFGHANISTAN

DÉMOCRATIQUE !

Interview de Maryam, représentante de RAWA, réalisée pour Partisan Magazine le 10 octobre 2022, dans le cadre d'une tournée en France.

Partisan Magazine : Qu'est-ce qui a changé en Afghanistan depuis 2000 et 20 ans ?

Eh bien, après le 11 septembre, lorsque les États-Unis et les troupes de l'OTAN ont envahi l'Afghanistan, envoyé leurs troupes militaires et commencé à établir leurs bases en Afghanistan, tout cela s'est fait avec le soutien des djihadistes fondamentalistes, en particulier l'Alliance du Nord. Nous avons toujours dit que la lutte contre la terreur et la lutte contre le fondamentalisme ne serait pas possible en s'appuyant sur un autre groupe fondamentaliste. Ce que les États-Unis et l'OTAN ont fait en Afghanistan lorsqu'ils ont envahi notre pays, c'est justifier leur présence militaire en utilisant les faux slogans de la guerre contre le terrorisme, des droits des femmes et de la démocratie. Mais en pratique, ils ont soutenu et amené au pouvoir les djihadistes criminels les plus corrompus. C'est pourquoi, au cours des 20 dernières années, la vie du peuple afghan ne s'est pas améliorée. Il n'y a eu aucune amélioration de la situation sécuritaire, de la sécurité des femmes ou du développement économique. L'Afghanistan a reçu des millions de dollars d'aide du monde entier. Mais malheureusement, cette aide a rempli les poches des seigneurs de la guerre, des hauts dirigeants du gouvernement, des dirigeants fondamentalistes, des terroristes et des criminels. Les milliards de dollars d'aide ont fait de l'Afghanistan l'État le plus corrompu et le plus rongé par la drogue au monde. Ces 20 années ont également fourni une excellente occasion aux trafiquants de drogue et à la mafia de devenir le plus grand producteur d'opium au monde.

Et bien sûr, cela n'a été possible qu'avec le soutien des États-Unis, car ils sont entrés en Afghanistan sous le slogan de la lutte contre le terrorisme. Entre-temps, la police, l'armée, l'administration, le système qu'ils ont mis en place en Afghanistan était extrêmement corrompu et dirigé par des mafieux. Et de toute évidence, le gouvernement américain et les entrepreneurs privés de l'armée en ont largement profité.

Sahar Saba nous expliquait en 2002 qu'à chaque changement de régime le peuple afghan espérait une amélioration de son sort et était à chaque fois déçu, d'abord avec par le départ de l'armée soviétique puis en 2001 par l'intervention américaine. Quelle est votre évaluation aujourd'hui du retrait de l'armée impérialiste américaine ?

Eh bien, je pense qu'au cours des 40 dernières années, l'Afghanistan a toujours été en guerre, directement ou indirectement, que ce soit sous l'occupation de l'ancienne Union soviétique ou de leurs régimes fantoches. Khalq et Parcham, les deux factions soutenues par les Soviétiques au gouvernement (NdT : des factions du PC Afghan), ont commis de nombreux crimes et violations des droits de l'homme. Ils ont tué des dizaines de milliers de personnes, arrêté et exécuté des militants progressistes, des marxistes, des maoïstes et les dirigeants de nombreux groupes et organisations révolutionnaires ont

été tués. Dans le même temps, les États-Unis soutenaient les fondamentalistes islamiques et les organisations terroristes par l'intermédiaire des services de renseignement pakistanais et du financement de l'Arabie saoudite. La CIA injectait des millions de dollars pour leur soutien politique et militaire afin qu'ils puissent ensuite lutter contre les Soviétiques. N'oublions pas que les gouvernements européens, y compris le gouvernement français, étaient directement impliqués sous le drapeau de l'OTAN et ont envoyé leurs forces militaires et établi leurs bases en Afghanistan pour satisfaire leurs propres intérêts et mettre en œuvre leurs politiques.

Ces 20 années ont également fait de l'Afghanistan un terrain d'essai, où l'armée américaine a testé ses armes et explosifs les plus puissants et les plus dangereux. Par exemple, la célèbre « Mère de toutes les bombes » (NdT : bombe à effet de souffle massif), considérée comme la plus puissante bombe non nucléaire, a explosé en 2017 dans la province de Nangarhar, tuant de nombreux innocents. On rapporte que des terres ne sont plus cultivables et que de nombreux enfants sont nés avec des malformations congénitales jamais vues auparavant. Mais bien sûr, ces gouvernements occidentaux ne se soucient pas de ce qui arrive au peuple afghan. La vie du peuple afghan n'a aucune valeur. Leur implication ne vise qu'à protéger leurs propres agendas et leurs propres intérêts. Aujourd'hui, nous voyons que la Russie et la Chine utilisent également l'extrémisme religieux comme leur allié le plus important pour lutter contre les mouvements et organisations démocratiques, progressistes, laïques et de gauche. C'est la raison pour laquelle l'implication de l'impérialisme américain n'a apporté que misères, douleurs et tragédies aux Afghans. Les 100 ans d'impérialisme américain sont la preuve que partout où ils ont envahi, interféré ou occupé, il en est résulté une dictature, un bain de sang, une guerre et une destruction totale et complète de l'économie du pays.

Depuis les premiers jours où les pilleurs et les tueurs de l'Alliance du Nord ont été réinstallés au pouvoir en 2002 jusqu'aux derniers soi-disant pourparlers de paix, accords et arrangements à Doha et la libération de 5000 terroristes des prisons en 2020/21, il était évident que les Talibans allaient revenir au pouvoir. Toutes les puissances impérialistes envahissent des pays pour leurs propres intérêts stratégiques, politiques et financiers, mais par le biais de mensonges et des puissants médias officiels, elles tentent de cacher leurs véritables

motifs et agendas. Tout a été fait selon un accord pour remettre l'Afghanistan aux Talibans. Le gouvernement américain négociant avec le Pakistan et d'autres acteurs régionaux s'était mis d'accord pour former un gouvernement composé principalement de Talibans. Les soldats n'étaient donc pas prêts à se faire tuer dans une guerre dont ils savaient que le peuple afghan n'en tirerait aucun avantage, car finalement, l'accord a été conclu à huis clos pour amener les Talibans au pouvoir. Zalmay Khalilzad (NdT : diplomate américain d'origine afghane, membre de l'administration Bush) est tout à fait détesté par le peuple afghan en raison de son rôle de traître dans le retour au pouvoir des Talibans.

Quelle est l'attitude des concurrents des États-Unis, les impérialismes russe et chinois ? La Turquie, l'Iran et le Pakistan ? Qu'en est-il d'eux ?

Chacun de ces pays a ses propres intérêts et ses propres agendas en Afghanistan. Mais parmi eux, bien sûr, tout le monde connaît le rôle de la CIA en Afghanistan. Vous connaissez peut-être le livre de Robert Dreyfuss, 'Devil's Game' (paru en 2006), qui parle de la relation étroite entre la CIA et les fondamentalistes afghans, qu'il qualifie de secret de polichinelle. Cependant, le monde ne sait pas grand-chose de l'implication profonde du régime iranien pendant toutes ces années. Nous partageons la même langue, la même religion des minorités Hazara et ce sale régime théocratique a toujours soutenu les fondamentalistes islamiques en Afghanistan. Ils ont de nombreux intellectuels, écrivains et poètes à leur solde qui réclament sans vergogne un système fédéral et même une balkanisation en raison du génocide actuel des Hazaras. Cependant, nous pensons que ces inimitiés interethniques et interreligieuses ne sont qu'alimentées par ces puissances étrangères pour que les Afghans restent toujours désunis. Au contraire, si nous regardons l'histoire de l'Afghanistan, différentes ethnies et religions ont vécu en paix et en harmonie pendant des centaines d'années et cela a toujours été utilisé par les colonisateurs britanniques, plus tard les Soviétiques et aujourd'hui l'impérialisme américain et la théocratie iranienne pour «diviser et gouverner».

RAWA croit que seule une nation unie, indépendamment de ses origines religieuses ou ethniques, où tout le monde est considéré et traité sur un pied d'égalité, est capable de s'élever contre le fondamentalisme islamique et de lutter pour la liberté et la démocratie.

La Turquie s'est beaucoup impliquée dans le soutien du système corrompu au cours des 20 dernières années en dirigeant des agences d'aide et des écoles. Leurs écoles ont formé une génération d'étudiants d'élite et instruits mais extrêmement religieux et conservateurs. La nature du régime d'Erdogan est assez évidente quand on voit ce qu'il fait contre les révolutionnaires épris de liberté en Turquie et il applique la même politique en Afghanistan, sous la belle bannière de l'aide et du soutien humanitaires. Le soutien du Pakistan aux Talibans est évident depuis 40 ans et le pays a toujours fourni un refuge à la majorité de ces fondamentalistes, qui sont nés et ont été formés par les services secrets pakistanais. Mais aujourd'hui, le rôle de la Russie et de la Chine est très important. Malheureusement, la Chine, tout au long de la période soviétique, a soutenu les fondamentalistes. On dit même que la Chine a officiellement accueilli Gulbuddin Hekmatyar pendant la guerre soviétique et que, pendant toutes ces années, elle a entretenu des liens secrets avec ces groupes fondamentalistes en les considérant comme des champions de la guerre contre l'Union soviétique, plutôt que comme des radicaux purs et durs.

À quoi avons-nous affaire aujourd'hui ? La Russie et la Chine veulent aujourd'hui nouer des liens avec les Talibans pour lutter principalement contre les États-Unis. Je peux donc dire simplement que l'Afghanistan se transformera tôt ou tard en un champ de bataille entre l'impérialisme américain d'un côté et la Chine, la Russie et l'Iran

de l'autre. Les États-Unis ne quitteront jamais l'Afghanistan car ils ont toujours des racines et des intérêts très forts et profonds dans notre pays et l'utilisent contre la Chine et la Russie. Ils soutiennent désormais pleinement Daech en Afghanistan afin de créer une nouvelle organisation terroriste au cas où les Talibans deviendraient des vendus, et en particulier dans le nord de l'Afghanistan afin de les utiliser comme une menace pour la Russie. Les gouvernements russe et chinois sont prêts à conclure n'importe quel accord honteux avec les Talibans, tant qu'ils répondent à leurs propres motivations et intérêts.

Où en est Rawa dans le pays? Est-il possible d'y séjourner? Dans quelles régions intervenez-vous? Quelles sont vos activités? Scolarisation, réfugiés, aide, mobilisations, réunions clandestines? Est-il possible d'expliquer?

RAWA a été fondée par notre leader Meena en 1977, celle-ci a ensuite été assassinée par les fondamentalistes et les pro-soviétiques du KHAD (NdT : services secrets afghans). Elle a été principalement formée et établie comme une organisation politique de femmes. C'est pourquoi nous disons que nous sommes le premier groupe politique et féministe en Afghanistan qui a émergé avec un message très clair et fort de lutte non seulement contre l'occupation mais aussi contre le fondamentalisme et l'extrémisme religieux. Dès



Manifestation de femmes afghanes à Kaboul devant l'ambassade d'Iran, en soutien aux femmes iraniennes (29/09/22).

le début, le slogan de RAWA était l'indépendance vis-à-vis de l'occupation étrangère et la rupture des chaînes fondamentalistes dans une société féodale et très dominée par les hommes. Nous avons commencé en tant que groupe indépendant de femmes et nous pensions que la discrimination et les abus à l'encontre des femmes ne pouvaient être combattus qu'en changeant le système politique. C'est pourquoi nous nous sommes qualifiées de «révolutionnaires», car nous voulions un changement politique profond. Nous demandons un système laïque et démocratique qui puisse garantir la justice sans distinction de sexe, d'ethnie ou de religion. Lutter pour la démocratie laïque en Afghanistan nous a valu d'être qualifiés d'«infi-dèles» par les groupes fondamentalistes.

Mais RAWA a utilisé tous les moyens possibles pour éduquer les femmes à travers différents programmes, en organisant des réunions et des manifestations dans les écoles et les universités dans les années 70. Jusqu'à présent, nous utilisons tous les moyens possibles pour communiquer avec les femmes, les mobiliser et les organiser, en commençant par les éduquer. Lorsque nous parlons d'éducation, nous commençons généralement par des cours littéraires de base et, avec le temps, nous les informons de la situation sociale et politique et élevons leur conscience politique. Il est important pour elles d'être confiantes et autonomes et de se considérer comme égales aux hommes. Depuis que les Talibans ont fermé les portes des écoles pour les filles, RAWA a commencé des cours à domicile pour les filles et les femmes afin de leur donner la possibilité d'apprendre l'anglais, les mathématiques et différents sujets scientifiques. Nous gérons activement des écoles et des classes, mais aucune d'entre elles ne peut être gérée sous le nom de RAWA. Les manifestations, les réunions publiques pour différentes occasions, les projets humanitaires tels que les projets d'éducation, les écoles, les orphelinats et les équipes mobiles de soins de santé ne sont jamais réalisés ouvertement sous le nom de RAWA. Même les membres de RAWA comme moi qui apparaissent en public, font des interviews et donnent des discours, nous n'utilisons jamais nos vrais noms et ne nous laissons pas photographier. Nous ne devons pas être reconnues parce que nous sommes basées et travaillons en Afghanistan et c'est une des façons de nous protéger de ces fondamentalistes Jehadi et maintenant des Talibans.

Y a-t-il des forces démocratiques sérieuses en Afghanistan avec lesquelles vous pouvez travailler plus ou moins ouvertement? Que pensez-vous de Zarifa Ghafari (ancienne maire de Maydan Shahr), dont on parle beaucoup dans les médias?

Il existe quelques groupes démocratiques, mais comme je vous l'ai dit, ces groupes démocratiques et progressistes en Afghanistan sont très faibles car ils ont été persécutés des deux côtés, d'abord par le régime pro-soviétique, puis par les groupes fondamentalistes pro-US. Il existe une longue liste de politiciens, de poètes, d'écrivains, d'artistes et de marxistes qui ont été assassinés ou arrêtés chez eux et ont disparu sans laisser de traces. Leurs mères, sœurs, fiancés, épouses et enfants attendent toujours leur retour car ils ne peuvent jamais le croire, ils n'ont jamais vu leurs cadavres. L'un de leurs assassins est Gulbuddin Hekmatyar, connu sous le nom de «boucher de Kaboul», et ses mains sont tachées du sang d'innombrables jeunes, démocrates, brillants intellectuels et militants. Ces groupes n'ont jamais eu l'opportunité, comme RAWA, de travailler ouvertement. C'est pourquoi aujourd'hui, si nous observons le scénario politique en Afghanistan, malheureusement, les fondamentalistes se renforcent chaque jour parce qu'ils bénéficient du financement et du soutien international, et ces groupes démocratiques et révolutionnaires s'affaiblissent chaque jour. Cependant, certaines organisations sont toujours présentes et travaillent en Afghanistan, comme le Parti de la solidarité d'Afghanistan (SPA) et l'Organisation de libération de l'Afghanistan (ALO), une organisation marxiste-léniniste.

Le slogan de RAWA a toujours été que tous les mouvements révolutionnaires, démocratiques et progressistes devraient s'unir pour former un front fort en obtenant le soutien des masses d'Afghanistan, en particulier des opprimés, de tout le pays. Ils devraient s'unir pour lutter contre l'occupation étrangère et le fondamentalisme, et nous espérons que cela se produira un jour comme cela se produit en Iran aujourd'hui. La seule issue à la crise afghane est un soulèvement uni des masses afghanes, hommes et femmes compris. Des personnes comme Zarifa Ghafari et de nombreuses autres femmes ont fait l'objet d'une grande publicité et sont présentées comme les dirigeantes de l'Afghanistan. Malheureusement, elles n'ont jamais été indépendantes, elles sont en quelque sorte soutenues par les gouvernements occidentaux et représentent ces derniers.

Dans le site Wikileaks, on trouve de nombreux documents secrets sur l'Afghanistan. L'un des documents intéressants est que les gouvernements européens ont proposé en 2002-2003 que de nouveaux visages féminins afghans soient introduits au sein du nouveau gouvernement. C'est ainsi que plusieurs femmes ont été promues par les médias occidentaux et soutenues par les gouvernements occidentaux. Elles sont devenues célèbres, ont reçu des prix et sont toujours très populaires. Elles ont occupé des postes importants dans le gouvernement de Karzaï. Toutefois, à cette époque, l'ensemble du gouvernement était sous le contrôle direct de la CIA. Et c'était l'un de leurs principaux objectifs que de nommer des femmes à des postes de direction. L'objectif principal était de faire croire au monde que les États-Unis avaient apporté la démocratie et l'égalité des sexes en Afghanistan en installant quelques poupées au parlement. Zarifa Ghafari a malheureusement été choisie comme Femme internationale du courage en 2020 par la secrétaire d'État américaine, ce qui, à notre avis, est une récompense très symbolique.

Malheureusement, la plupart des femmes comme Fawzia Koofi, Shukria Barakzai, Habiba Sarabi, Nahed Farid, Shaharзад Akbar, Mary Akrami et plusieurs autres sont mises en avant par les médias occidentaux et ont été invitées à participer à de nombreuses réunions et rencontres importantes sur l'Afghanistan ici en Europe, mais elles ne représentent pas les vraies femmes afghanes car elles n'ont jamais pris part à la lutte contre le fondamentalisme et l'impérialisme, qui sont leurs principaux ennemis.

Quel est votre appréciation des réfugiés qui quittent le pays, qu'il s'agisse de réfugiés économiques ou de ceux qui se sont exilés suite au retour des Talibans? Est-il difficile de partir? Est-ce que cela coûte cher de partir? Quelle est la différence entre les deux types d'exil? Espèrent-ils revenir?

Eh bien, je pense que l'horrible scène de l'aéroport après le 15 août 2021 a été une grande tragédie, voir des gens se suspendre aux avions militaires au prix de leur vie juste pour fuir l'Afghanistan était très douloureux. Mais cela prouve l'ampleur du chaos créé par les États-Unis, et la plupart des gens pensent que si les États-Unis quittent l'Afghanistan, la vie s'arrêtera ici. L'Afghanistan a subi une énorme

fuite des cerveaux lorsque les États-Unis ont décidé d'évacuer certains des individus les plus brillants, les plus qualifiés, les plus instruits et les plus jeunes. Bien sûr, pour autant que nous le sachions, la majorité de ces personnes ont quitté l'Afghanistan en raison de la situation économique et politique et savaient qu'avec les Talibans, la situation ne ferait qu'empirer.

Bien sûr, cela coûte cher et la majorité de ceux qui rejoignent les pays européens ou américains sont des élites, qui ont les capacités et les moyens financiers de quitter l'Afghanistan. La majorité des gens pauvres et misérables, même ceux qui ont travaillé avec les forces américaines, sont abandonnés derrière. De nombreux soldats de rang inférieur du gouvernement précédent, des officiers de police, des avocates, des juges, des enseignantes et des fonctionnaires qui ont travaillé et risqué leur vie en permanence n'ont pas pu quitter l'Afghanistan parce qu'ils n'avaient tout simplement pas d'argent. Nombre d'entre eux ont été menacés, attaqués et même tués dans l'anonymat.

Donc, une fois de plus, tout cela faisait partie d'un grand jeu joué par les gouvernements occidentaux pour se présenter comme les champions et les protecteurs des droits de l'homme. Cependant, nous n'y croyons pas car, même dans la plus petite décision qu'ils prennent, ils cherchent toujours leurs propres avantages.

Que pensez-vous de ces militants, notamment en France, qui font l'éloge du seigneur de guerre Massood parce que les Talibans l'ont tué en 2001?

Eh bien, je pense qu'il est très important d'en parler, surtout en France, parce que ce pays a été très actif, et probablement le plus grand soutien d'Ahmed Shah Massood, ce criminel fondamentaliste, depuis la guerre soviétique. S'il est devenu un héros aussi connu ou le «lion du Panjshir», c'est grâce au soutien militaire et technique direct qu'il a reçu du gouvernement français pendant la guerre antisoviétique. En outre, le gouvernement français a envoyé de nombreux journalistes, écrivains et réalisateurs de documentaires pour le rendre plus populaire. Cependant, ils ont toujours essayé de cacher le fait qu'il est l'un des dirigeants du parti Jamiat-e Islami, qui est un groupe fondamentaliste et terroriste, peu différent idéologiquement des Frères musulmans en Égypte. Outre le gouvernement français, ils

ont également bénéficié du soutien financier et militaire direct de la CIA, de l'ISI (NdT : services secrets pakistanais), du Mossad et d'autres services de renseignement. Ahmad Shah Massoud et Gulbuddin Hekmatyar faisaient partie des rebelles formés par Naseerullah Babar, un éminent officier de l'armée pakistanaise. En 1975, Babar a formé des rebelles qui ont organisé le premier soulèvement dans la vallée du Panjshir. Cela prouve les liens très étroits qu'ils entretenaient avec leurs maîtres de l'ISI. Le Jamiat-e Islami et Massoud lui-même étaient également proches de Gulbuddin Hekmatyar, du réseau Haqqani et d'Al-Qaeda. Je ne peux donc pas comprendre comment certains Français et même des gens de gauche peuvent le qualifier de démocrate ou de héros. Il est blanchi comme étant pro-femmes, progressiste et ouvert d'esprit alors qu'en réalité il a exactement la même mentalité et la même nature que celle d'autres éléments fondamentalistes et misogynes. Par exemple, il était contre la démocratie et les élections laïques, la considérant comme une idéologie «infidèle».

Il est même clairement mentionné dans son livre que sa femme n'a été vue par aucun étranger de sexe masculin. Cela ne fait que démontrer sa misogynie et son étroitesse d'esprit. Et maintenant, poursuivant la même mission, le gouvernement français joue le même jeu, présentant Ahmad Massoud, le fils d'Ahmed Shah Massoud, comme le héros de la guerre contre les Talibans, comme la seule alternative, comme la seule issue, comme la seule option ou solution pour l'avenir de l'Afghanistan. Ils oublient qu'au début de la prise de pouvoir par les Talibans, Ahmad Massoud était heureux d'avoir une part équitable dans le gouvernement. Il a d'abord exigé 50 % des sièges au sein du gouvernement taliban, puis plus tard, au cours des négociations, il s'est contenté de 30 %. Même si les Talibans lui donne maintenant des postes et des sièges, il sera heureux de les rejoindre. S'il combat maintenant les Talibans, c'est parce qu'il veut attirer l'attention de la CIA et des gouvernements européens pour recevoir davantage d'aide financière et militaire. Cette déclaration a également été citée dans le New York Times. Un représentant d'Ahmad Massoud aux États-Unis a contacté la CIA, demandant plus d'aide militaire pour combattre les Talibans. Il était également très proche de Qassem Soleimani, un chef militaire fondamentaliste iranien qui a été tué par les forces américaines

en janvier 2020. On dit que son père, Ahmed Shah Massoud, avait des liens d'amitié et d'argent très étroits avec ce sale fondamentaliste. Tout cela prouve donc qu'il n'est pas différent des Talibans, qu'il est tout aussi misogyne, fondamentaliste, terroriste et à la solde des États-Unis, de la France et de l'Iran.

C'est très important de le rappeler. Quelles sont les forces politiques, évidemment clandestines, qui se battent pour un Afghanistan libre et démocratique, libre de toute ingérence étrangère ?

Comme je l'ai déjà mentionné, les mouvements progressistes existent. Ils travaillent de la même manière clandestine que RAWA. Ils sont faibles mais cela ne signifie pas qu'ils ont complètement disparu. Nous espérons qu'un jour ils seront renforcés, mobilisés et mieux organisés avec le soutien des masses. Et bien sûr, chacune d'entre elles a besoin du soutien de toutes les organisations internationales qui recherchent la justice, le progrès et l'amour de la liberté. Les forces anti-impérialistes, anticapitalistes et anticolonialistes devraient montrer leur solidarité et apporter un soutien direct aux groupes clandestins locaux en Afghanistan. De nombreux intellectuels et activistes politiques ont quitté l'Afghanistan, mais quelques groupes comme RAWA et plusieurs autres, sont restés en arrière et ont tenu leur engagement et leur promesse envers les masses les plus opprimées d'Afghanistan, de ne jamais les laisser seules et de se battre avec elles un jour. Cependant, c'est un moment très difficile et critique de l'histoire, et nous espérons seulement qu'un jour nous verrons des soulèvements glorieux de notre peuple, tout comme l'Iran aujourd'hui.

Justement, quelle est votre évaluation de la lutte des femmes en Iran et quel impact cela pourrait-il avoir sur la lutte en Afghanistan ?

Nous avons toujours été étonnés, inspirés et impressionnés par le courage de ces femmes et de ces hommes iraniens et par leurs luttes au cours de ces 40 années. Nous avons toujours dit que les femmes iraniennes ont toujours été en première ligne de la lutte contre le régime théocratique iranien et aujourd'hui, nous constatons que leur combat est couronné de succès contre le

fondamentalisme islamique. Si l'on regarde l'histoire du militantisme féminin en Iran, la plupart des groupes de gauche, progressistes et révolutionnaires en Iran comptaient un grand nombre de militantes, les prisons iraniennes étaient toujours pleines de prisonnières politiques et plusieurs dirigeantes bien connues ont été tuées ou exécutées par la sanguinaire SAVAK (NdT : la police politique du Shah). Nous continuons à apprendre et à nous en inspirer. Pendant plus de 40 ans, le peuple iranien a été sous la domination tyrannique du régime islamique fondamentaliste. Aujourd'hui, ce sont surtout les femmes qui se sont levées et qui mènent le combat. Le soulèvement actuel des femmes iraniennes ne concerne pas seulement le Hijab ou le foulard, mais un changement politique profond. RAWA sera toujours à leurs côtés, les soutiendra, exprimera sa solidarité, et a même organisé une manifestation devant l'ambassade d'Iran à Kaboul sous les menaces extrêmement dangereuses des Talibans.

Nous avons quand même continué et scandé le même slogan que les activistes iraniennes : Femmes, vie, liberté. Une autre pancarte disait : Aujourd'hui l'Iran, demain c'est à notre tour de nous soulever contre le fondamentalisme islamique. C'était le moins que nous puissions faire pour nos sœurs iraniennes.

Dernière question : Quel soutien attendez-vous des forces démocratiques et anti-impérialistes dans le monde ?

Eh bien, pour le dire très brièvement, je pense qu'il faut sensibiliser le public, diffuser des informations correctes et vérifiées et mieux connaître la situation de l'Afghanistan, car je sais que la situation afghane est très compliquée et que les grands médias font un mauvais travail pour la décrire. Je vous conseille de faire attention à qui représente réellement le peuple afghan, car beaucoup d'entre eux sont liés d'une manière ou d'une autre au gouvernement et aux services secrets. Il est toujours préférable d'obtenir des informations directes et de première main auprès des organisations et des militants qui vivent en Afghanistan et d'organiser des campagnes de sensibilisation, des réunions publiques, des conférences, des manifestations, des événements culturels, etc. Notre peuple interpelle le gouvernement français lorsqu'il a donné le nom d'Ahmad Shah Massoud à une rue (NdT : une allée

parisienne en fait, en 2021), en disant qu'on le célèbre au lieu de le dénoncer et d'exposer sa véritable nature fondamentaliste et criminelle !

Malheureusement, nous n'avons vu aucune réaction de la part des groupes révolutionnaires ici en France. Et c'est la plus petite chose qu'ils peuvent faire pour le peuple afghan, dénoncer le nom de cette allée et demander son changement immédiat.

Notre organisation, RAWA, ne reçoit jamais de fonds de grandes organisations, d'ONG ou de gouvernements, mais a toujours compté sur les petits dons qui nous sont envoyés du monde entier et qui nous aident à faire entendre la voix des femmes afghanes. Les médias, y compris les médias sociaux, les interviews, les réunions, etc. devraient toujours mentionner que c'est votre soutien financier qui nous permet de continuer. De courtes visites comme celle que vous avez organisée pour moi sont également très importantes. Et nous espérons qu'à l'avenir, d'autres visites comme celle-ci seront organisées afin que nous ayons la possibilité d'amener nos membres, ce qui donnerait une image réelle et fidèle de l'Afghanistan, et non celle montrée par les médias français.

Merci beaucoup. Y a-t-il une question que nous n'ayons pas posée, importante pour vous ?

La chose la plus importante est que maintenant plusieurs gouvernements européens, en particulier le gouvernement français, parlent de l'établissement d'un gouvernement inclusif. Pour eux, le seul point négatif de l'administration actuelle des Talibans est qu'elle est composée uniquement de Pachtounes ! Même s'ils intègrent des femmes en burqa dans leur cabinet, ou des criminels parmi les Hazaras, les Tadjiks ou les Ouzbeks, la nature et l'essence des Talibans ne changeront jamais. Ils seront toujours fascistes, terroristes, fondamentalistes et misogynes par nature. Et la seule solution est de déraciner ce fondamentalisme et de lutter contre leurs maîtres impérialistes pour un Afghanistan libre, laïc et démocratique.



À BAS À BAS TOUS INTERVIEW DU

24



LA GUERRE! LES IMPÉRIALISMES! KSRD D'UKRAINE



Dans le numéro précédent de *Partisan Magazine* (N° 19, page 44) nous avons publié une déclaration du KSRD d'Ukraine (Conseil de Coordination du Mouvement Ouvrier, membre du rassemblement international ICOR), et nous appelions au soutien politique et financier à cette organisation qui maintient une ferme orientation de classe dans le chaos de la guerre en Ukraine.

Nous avons sollicité ces camarades pour une explication plus complète de leurs positions, en choisissant de leur donner la parole en toute liberté et en longueur, tant les discours sont brouillés par les camps impérialistes. Leur donner la parole ne signifie pas partager l'ensemble de leurs positions. Par exemple, pour nous ce n'est pas dans les années 80 que la Russie est devenue capitaliste, la Constitution de 1936 et le 19^e Congrès du PCbUs en 1939 marquaient déjà la bascule politique et idéologique vers la voie capitaliste. De même nous nous interrogeons sur l'apparition d'une dizaine de pays impérialiste, jusqu'à la potentialité que l'Ukraine le devienne, cela mériterait plus de débats. Mais ces désaccords ne retirent rien à notre soutien actuel, dans les flammes de la guerre impérialiste. Et nous renouvelons l'appel au soutien financier aux camarades, mis en place par les camarades de l'Unité Communiste de Lyon à l'adresse https://www.paypal.com/paypalme/UkraineRouge?country.x=FR&locale.x=fr_FR ou en suivant le QR Code ci-dessous :



LES CONTRADICTIONS MONDIALES

Partisan Magazine : Quelle est votre analyse de l'aggravation des contradictions impérialistes mondiales et des risques de généralisation de la guerre ?

L'effondrement de l'Union soviétique social-impérialiste et du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) en 1991 a conduit à la domination occidentale dans le monde entier. Cela a entraîné la réorganisation de la production capitaliste internationale, les «anciens» pays impérialistes et les principaux monopoles internationaux se livrant à une rivalité acharnée pour le marché mondial.

Pendant ce temps, en Chine et dans d'autres pays dépendants autrefois néocolonies, les monopoles nationaux et les structures monopolistiques d'État ont évolué et se sont renforcés. Cela a conduit à l'émergence de nouveaux pays impérialistes. En 2020, plus de 10 nouveaux pays impérialistes existaient déjà, et plus de la moitié de la population mondiale y vivait. Ils sont de plus en plus en concurrence avec les États-Unis, le Japon et les pays de l'UE pour les marchés et les sphères d'influence. Certains de ces pays ont établi une hégémonie impérialiste régionale, par exemple la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et le Brésil. Ils poursuivent des visions de leur propre suprématie impérialiste, développent des structures de pouvoir militaire et forment des centres de pouvoir idéologique dans le monde entier pour manipuler l'opinion publique.



.....
Logo du KSRD.

Les contradictions inter-impérialistes se sont intensifiées en 2020, à la suite de la crise économique mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19. Entre autres, la Chine a accédé au statut de superpuissance économique et s'apprête à ravir la première place aux États-Unis. La Chine s'efforce de jouer ce rôle également dans les domaines politique et militaire. C'est l'objectif de son initiative «Les Routes de la soie», un projet géant poursuivi depuis 2013. L'UE impérialiste s'est également positionnée en tant que rivale des USA, mais aussi de la Chine, même si aujourd'hui, dans la lutte contre la Russie, les intérêts des USA et de l'UE ont convergé.

L'internationalisation de la production et du commerce a été suivie par l'internationalisation de la lutte des classes et des mouvements sociaux. Un prolétariat industriel international a émergé, qui comprend aujourd'hui environ 745 millions de travailleurs industriels. Les mouvements militants des femmes, de la jeunesse et de l'environnement ont également progressé à l'échelle internationale, et la lutte pour les droits et libertés démocratiques s'est développée.

Quant à la possibilité d'une escalade de la guerre, en fait, les préparatifs en ce sens ont commencé avant même que la guerre ne commence. L'Occident est intéressé par l'affaiblissement maximal de l'impérialisme russe, et si cela nécessite une intervention militaire directe, il est fort probable que cela se produise. Et c'est un chemin direct vers une guerre mondiale. En retour, le Kremlin menace directement d'utiliser des armes nucléaires, et cette menace est très réelle.

Quelle est votre analyse de l'expansion de l'OTAN dans la région ?

Il ne fait aucun doute que l'OTAN dirigée par les États-Unis utilise la guerre en Ukraine pour renforcer son pouvoir depuis le tout début. De plus, il y a des raisons de croire que déjà en 2020-2021, les États-Unis et l'OTAN avaient un plan pour une campagne militaire réussie en cas d'invasion russe en Ukraine. Et maintenant, ce plan est mis en œuvre. Au niveau public, l'OTAN agit comme un «partenaire prudent», par exemple, le secrétaire général de l'organisation Jens Stoltenberg, répète constamment que cette guerre ne doit pas dégénérer en troisième guerre mondiale.

Cependant, l'OTAN travaille en étroite collaboration avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres acteurs clés en termes d'assistance militaire et économique à l'Ukraine. De janvier à septembre 2022, les pays de l'OTAN ont fourni à l'Ukraine des armes pour une valeur de plusieurs dizaines de milliards de dollars, y compris les fournitures américaines pour un montant de plus de 10 milliards de dollars. Et ceci n'est que la partie visible, le montant réel peut être bien plus important.

En parallèle, l'OTAN a renforcé sa présence dans les pays membres voisins, des pays baltes à la Roumanie et à la Bulgarie. N'oublions pas non plus l'adhésion à l'alliance de la Suède et de la Finlande. Ces mesures ont certainement été préparées à l'avance, avant même l'invasion russe, et sont maintenant mises en œuvre de manière cohérente. En outre, l'Ukraine a déjà déposé une demande directe d'adhésion à l'OTAN. Peut-être l'admission de l'Ukraine prendra-t-elle des années, mais même le dépôt de cette demande est d'une grande importance.

Peut-on dire que Zelensky est le pion des États-Unis et de l'OTAN dans ces contradictions mondiales, ou est-ce un peu plus compliqué ?

En général, oui, mais la nuance est que les classes dirigeantes d'Ukraine ont leurs propres plans

d'expansion économique et politique régionale. Ces plans deviendront plus réalistes en cas de victoire militaire et politique de l'Ukraine et de l'Occident sur les interventionnistes de Poutine.

Après l'effondrement de l'URSS, en Ukraine, comme en Russie, s'est formé un capitalisme oligopolistique, que l'on appelle aussi « oligarchique ». Cela signifie la présence de groupements de capitaux financiers et industriels comparables dans leurs capacités, qui se livrent entre eux une lutte permanente pour le pouvoir. Le capitaliste le plus riche du pays est Rinat Akhmetov, le chef de la société SCM, dont la fortune a été estimée à 7,6 milliards de dollars en 2021. Cette société s'est emparée dans les années 1990 de grandes entreprises ex-soviétiques dans la métallurgie, l'extraction de minerai de fer, de charbon et l'énergie, elle possède de nombreux actifs dans le domaine des transports, des télécommunications, du commerce, etc. Lorsque Viktor Yanukovich était président (2010-2014), cette société contrôlait politiquement et économiquement toute l'Ukraine.

Un autre « oligarque » important est Igor Kolomoisky, qui a sponsorisé la campagne électorale de Zelensky et de son parti. La principale activité de Kolomoisky est l'industrie (notamment la production de ferroalliages), ainsi que les médias, ce qui lui permet d'influencer les événements dans le pays.



De manière générale, l'Ukraine présente les conditions préalables pour se transformer en une nouvelle puissance impérialiste. Géographiquement, c'est le plus grand pays d'Europe, avec de vastes ressources minérales, de larges étendues de terre noire fertile, une classe ouvrière bien formée et des monopoles qui sont en partie détenus par l'État et en partie concentrés entre les mains d'oligarques. L'Ukraine pourrait devenir un concurrent sérieux juste à la frontière de l'impérialisme russe.

Certaines personnes en France nient le caractère impérialiste de la Russie de Poutine, affirmant qu'elle est entourée et agressée par l'Occident, quelle est votre opinion ?

Le régime de Poutine est agressif et impérialiste par essence, et non en réponse aux actions de l'Occident. Les racines de cette question remontent aux années 1960, quand une dégénérescence bourgeoise active et la restauration du capitalisme avaient commencé en URSS. Au cours des décennies suivantes, l'URSS a mené quelques guerres agressives dans diverses régions du monde ; ces guerres n'avaient rien en commun avec les intérêts de la classe ouvrière et avec les tâches de la révolution socialiste. Ainsi, en 1979, les troupes soviétiques ont envahi l'Afghanistan, où elles ont opéré pendant 10 ans.

Un autre exemple est l'Éthiopie, où Moscou a soutenu le régime militaire de Mengistu Haile Mariam, qui s'est déclaré «socialiste» en paroles, mais qui, en réalité, a réprimé les travailleurs et a combattu les mouvements de libération nationale dans le pays. Il existe un certain nombre d'exemples, de l'Asie à l'Amérique, où il a suffi aux élites dirigeantes de déclarer leur «orientation socialiste» pour recevoir le soutien matériel, politique et militaire de l'URSS pendant de nombreuses années.

À la fin des années 80 en Union soviétique, la restauration du capitalisme a atteint le niveau politique, au stade de la liquidation du pouvoir soviétique et de l'URSS elle-même. Dans le même temps, les révisionnistes soviétiques ont été vaincus dans la confrontation impérialiste mondiale avec le bloc occidental. La Russie est devenue le plus grand «fragment» de l'URSS, où de grands monopoles d'État ont commencé à se

former dans les domaines de la production d'hydrocarbures, de la métallurgie, de l'ingénierie, des transports, etc. Ces monopoles sont passés directement ou indirectement dans des mains privées, formant une base pour la nouvelle grande bourgeoisie russe.

Au cours des années 1990 et 2000, cette bourgeoisie a activement accumulé du capital et créé des opportunités pour la reprise de l'expansion extérieure, tant sur l'ancien territoire soviétique qu'en dehors. Dans les années 2000, on a assisté à une expansion agressive du capital russe dans les pays de la CEI, et les capitalistes occidentaux n'ont pas eu suffisamment d'occasions d'y résister. Les expansionnistes russes ont notamment utilisé les anciennes connexions soviétiques et, au sens large, leur «expérience locale» pour renforcer leurs positions tant dans les pays de l'ancienne Union soviétique qu'en Europe.

Parallèlement, une influence politique a commencé à se développer, visant à garantir à l'étranger les intérêts de la classe dirigeante russe. Le budget militaire annuel de la Fédération de Russie est passé de 9 milliards de dollars en 2000 à 50 milliards de dollars en 2010, puis a continué à augmenter jusqu'à atteindre 70 milliards de dollars. En 2021, la Russie se classait au 5e rang mondial en termes de dépenses militaires, qui dépassaient 4 % du PIB, soit plus qu'aux États-Unis ou en Chine. En général, de 2000 à 2021, environ 100 milliards de dollars ont été consacrés à la modernisation de l'armée russe, ce qui représente l'un des chiffres les plus importants au monde.

En outre, dès les premières années qui ont suivi l'effondrement de l'URSS, les troupes russes ont directement participé à des conflits locaux sur son ancien territoire en Transnistrie (Moldavie), en Abkhazie et en Ossétie du Sud (Géorgie), au Tadjikistan. En 2008, la Russie a mené une nouvelle agression contre la Géorgie, occupant directement une partie importante de son territoire. En 2014, dans la lutte d'influence en Ukraine, le Kremlin a d'abord occupé la Crimée ukrainienne, puis a inspiré une rébellion armée de ses mandataires dans le Donbass. Depuis 2014, la Russie a pleinement soutenu et maintenu à ses frais deux régimes fantoches dans le Donbass et y a créé un foyer de guerre permanent. De nombreux civils sont morts, des millions sont devenus des réfugiés.

En outre, en 2015, le régime de Poutine a commencé à soutenir le régime autoritaire de Bachar el-Assad en Syrie, qui luttait à ce moment-là à la fois contre l'opposition démocratique kurde et d'autres formations d'opposition. Les crimes de guerre de l'armée russe sur le sol syrien, notamment les bombardements aériens et d'artillerie sur des villes pacifiques, sont totalement réels.

Selon Lénine et d'autres classiques de la science marxiste-léniniste, l'une des caractéristiques essentielles de l'impérialisme est l'expansion du capital, accompagnée de l'expansion de l'influence politique et de la puissance militaire. Tout cela correspond pleinement à la politique du régime maléfique de Poutine, qui, dans le même temps, exploite activement la phraséologie et les symboles de l'URSS depuis le tout début de son existence. Le but est simple et clair, gagner la sympathie de ceux qui sont nostalgiques de l'URSS des années 1980, sans tenir compte de sa nature révisionniste et impérialiste.

Il n'est pas surprenant que les politiques de Poutine soient activement soutenues par les forces traîtresses révisionnistes en Russie et au-delà. En Ukraine, un exemple en est le soi-disant Parti communiste d'Ukraine, qui, dans les années 2000 et 2010, a de plus en plus défendu précisément les intérêts du Kremlin, et non ceux des travailleurs. En conséquence, cette organisation a perdu son influence politique et a presque disparu. Et ce n'est que par la suite qu'elle a été interdite par les autorités ukrainiennes.

Le régime impérialiste de Poutine n'a essentiellement aucune différence avec le régime des États-Unis ou de l'UE. Cela est clairement visible dans ses actions sur la scène mondiale, y compris les crimes de guerre, et dans la politique intérieure. Tout au long de son existence, le régime de Poutine a essayé de construire un État autoritaire militaire et policier, où la dissidence est supprimée, où les organisations de vrais communistes sont activement réprimées. Ceci est constamment confirmé par les camarades de ces organisations.

Dans l'intérêt du capital financier russe, Poutine a construit sa position de pouvoir avec des méthodes pro-fascistes pendant des années. Il a fait neutraliser l'opposition critique envers le gouvernement et démanteler la liberté de la presse. Le régime de Poutine cultive une coopération

variée et étroite avec des organisations pro-fascistes et fascistes en Europe, comme le Rassemblement national en France, l'AfD en Allemagne, l'Aube dorée en Grèce ou le Fidesz en Hongrie. En provenance de Russie, des «fermes à trolls» diffusent massivement dans les médias sociaux de la propagande chauvine, des théories du complot réactionnaires et des propos racistes contre les réfugiés.

LA SITUATION EN UKRAINE

Comment la guerre a-t-elle affecté les travailleurs en Ukraine ?

Dans notre enfance, nous regardions les informations à la télévision sur la guerre au Liban, avec des batailles urbaines, où des immeubles de grande hauteur explosaient et tout s'effondrait. En 2014, lorsque l'agression russe a commencé en Crimée et dans le Donbass, des choses similaires sont arrivées chez les gens ordinaires de ces régions d'Ukraine.

Aujourd'hui, en 2022, c'est une réalité quotidienne pour l'ensemble du pays. Au moins 10 000 civils sont déjà morts, des dizaines de milliers ont été blessés, et près de 500 enfants ont été tués. Plus de 4 millions de personnes sont devenues des réfugiés à l'étranger et 7,7 millions d'autres sont devenues des réfugiés à l'intérieur du pays. Ces personnes sont contraintes de survivre dans des conditions qui sont loin d'être suffisantes pour satisfaire les besoins quotidiens les plus élémentaires.

À la mi-octobre, le régime coupable de Poutine a de nouveau porté un coup massif à la population civile d'Ukraine, des centaines de civils ont été tués ou blessés. Tout d'abord, l'agresseur frappe les infrastructures civiles afin d'intimider la population et de semer la panique. Cependant, de telles frappes barbares conduisent à bien des égards à la croissance des sentiments patriotiques, cela est clairement visible dans la vie quotidienne.

En outre, la guerre a entraîné une augmentation du chômage. Selon l'Organisation internationale du travail, près de 5 millions d'emplois ont été perdus en Ukraine pendant la guerre, soit environ

30 % du total. Le taux de chômage réel a dépassé 40 % de la population valide. De grands centres industriels tels que Mariupol et Kharkiv ont été lourdement détruits par les interventionnistes de Poutine, et les attaques se poursuivent.

Quelles sont les limites du soutien du peuple ukrainien à Zelensky ?

Zelensky a remporté l'élection présidentielle de 2019 car les larges masses de toutes les régions espéraient des changements spectaculaires pour le mieux, notamment une lutte décisive contre la corruption, ainsi que des mesures pour mettre fin au conflit militaire dans le Donbass.

Le quartier général de campagne de Zelensky a activement spéculé sur ces sujets, sachant pertinemment, par exemple, qu'il n'y avait aucune possibilité réelle de résoudre la guerre dans le Donbass, puisqu'elle exprimait l'opposition des principaux centres impérialistes mondiaux.

Dans les années qui ont suivi la victoire de Zelensky, puis de son parti aux élections législatives, beaucoup de ceux qui le soutenaient ont perdu leurs illusions. Après, une lutte sans fin pour le pouvoir au sein du gouvernement a suivi, pour l'influence sur certains secteurs de l'économie. En 2021, l'ancien président Porochenko a presque rattrapé Zelensky en termes d'audience. Mais



Dans le métro de Kharkiv.
Crédit : KSRD

l'attaque russe a inévitablement rallié les masses face à une agression brutale. De nombreux travailleurs en Ukraine et à l'étranger perçoivent aujourd'hui le président ukrainien comme le visage de la résistance au régime pro-fasciste de Poutine. On peut ici établir des analogies avec la Grande-Bretagne dans les années 1940 : il n'y a aucun doute sur la nature de classe de l'impérialisme britannique, mais dans les conditions de la guerre avec l'Allemagne nazie, le soutien au gouvernement central était assez fort.

Zelensky n'est qu'une personnalisation de la classe dirigeante, ou, en d'autres termes, l'incarnation d'une superstructure politique. Pendant la guerre, il prend souvent la parole en public, et on peut souvent remarquer son manque de sincérité, car il lit sur un bout de papier, ou sur un écran en coulisses, etc. Mais dans les conditions modernes, une partie importante des travailleurs le perçoit comme un «étendard» de la lutte contre l'agression. On peut en dire autant du commandement militaire, dont la popularité est restée à un niveau élevé tout au long de la guerre et a augmenté avec le début d'une contre-offensive réussie de l'armée ukrainienne en septembre. Le niveau de popularité de Zelensky dépendra principalement de l'évolution de la lutte contre l'agression de Poutine.

Que peut-on dire des lois anti-travailleur qui ont été adoptées par les autorités?

Sous la loi martiale, le droit du travail a été durci. Les principales innovations sont les suivantes : le licenciement des employés a été considérablement simplifié, la semaine de travail est passée de 40 à 60 heures, les jours fériés ont été supprimés (jours fériés supplémentaires). Dans de nombreuses entreprises, en fait, il n'y avait pas non plus de jours de congé avant la guerre, mais ce phénomène s'est maintenant considérablement développé.

De plus, les femmes sont maintenant autorisées à travailler dans divers emplois pénibles et dangereux. Toute grève est interdite. Ainsi, la classe dirigeante utilise la guerre pour attaquer les droits des travailleurs. En outre, les dirigeants voulaient supprimer complètement la responsabilité de l'employeur en cas de non-paiement des salaires, mais il a été décidé de s'y opposer. Une nuance intéressante est que pendant la durée du service

militaire, les employés conservent leur lieu de travail, mais le temps passé dans l'armée n'est pas comptabilisé dans l'expérience professionnelle totale.

Avez-vous un point de vue sur la stratégie militaire de Zelensky face à l'invasion russe ? C'est-à-dire, guerre conventionnelle de matériel et de destruction (artillerie, chars, drones...) contre guerre de partisans ? Que pensez-vous des accusations d'Amnesty International sur les tactiques de l'armée ukrainienne ?

Il y a des raisons de croire que les dirigeants militaires et politiques de l'Ukraine se préparaient activement à une grande agression russe depuis 2021 au moins. Des informations directes sur la préparation de l'invasion sont apparues à l'automne 2021, et il est alors devenu évident que la probabilité d'une guerre augmentait rapidement.

Avant l'invasion (en janvier-février), les points clés suivants étaient cruciaux :

- la réception maximale de l'aide militaire occidentale, dans les mois d'hiver, elle arrivait même par avions ;
- un retrait discret des forces régulières de leurs lieux de déploiement permanent et leur préparation aux opérations de combat ;
- la formation urgente d'unités de défense territoriale dans toutes les régions, comprenant à la fois des volontaires et des personnes mobilisées. Dès le début de la guerre, ces unités d'infanterie ont joué un rôle important dans la lutte contre les envahisseurs dans des zones importantes, notamment lors de la défense de Kiev en mars.

Au printemps et en été, l'enjeu était la défense active afin d'affaiblir le plus possible les forces d'invasion et de leur infliger un maximum de pertes. En même temps, il y avait une accumulation de forces pour les contre-attaques dans les secteurs importants. En septembre, comme nous le savons, l'armée ukrainienne a lancé une contre-offensive, d'abord dans la région de la mer Noire (région de Kherson), puis dans la région de Kharkiv, remportant un succès rapide. Maintenant, l'offensive se développe progressivement.

Oui, il s'agit d'une guerre continentale à part entière, la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale. En même temps, dès les premiers jours de l'invasion de Poutine, le peuple ukrainien a commencé à résister par la guérilla aux envahisseurs. Dans la mesure du possible, cette résistance a été coordonnée avec les actions des forces armées. Ainsi, le mouvement des partisans a atteint une ampleur significative dans le Sud (régions de Kherson, Zaporizhzhya). En outre, depuis l'été, des partisans sont apparus en Crimée, où la résistance anti-russe se développe progressivement.

Quant au thème d'Amnesty International, il est clair que la partie ukrainienne viole également dans de nombreux cas les règles de la guerre, le traitement des prisonniers, etc. Cependant, les faits montrent que l'ampleur de ces violations est bien moindre en volume et en cruauté que les crimes des interventionnistes de Poutine. La publicité, y compris sur Internet, montre des moqueries à l'égard des prisonniers ukrainiens, des massacres de civils perpétrés par les envahisseurs dans diverses régions, et la destruction ciblée d'infrastructures civiles. En particulier, les troupes russes ont fait des destructions et des pertes énormes dans des grandes villes comme Mariupol, Severodonetsk, Kharkiv, Chernihiv.



Affiche « STOP ! Voleurs et parasites, bas les pattes ! Le jour de la Victoire ».

Crédit : KSRD

Quelle est la nature du patriotisme en Ukraine ? Un rejet légitime et naturel de l'invasion de l'impérialisme russe, ou plus profondément un chauvinisme réactionnaire ?

Depuis 2014, lorsque l'agression directe de Poutine contre l'Ukraine a commencé, les sentiments patriotiques dans notre pays ont augmenté de façon spectaculaire. C'est une réaction naturelle aux crimes et aux mensonges que cette agression fait subir au peuple ukrainien, y compris à la Crimée et à la partie du Donbass qui, depuis 2014, était effectivement sous occupation russe.

D'autre part, ce patriotisme est activement soutenu par les autorités afin d'utiliser l'énergie des masses pour les intérêts du régime en place. La part du chauvinisme réactionnaire a augmenté avec le début de l'agression militaire ouverte, mais ne reste pas très importante. La majorité des travailleurs, pour diverses raisons, n'ont pas de sentiments chauvins, notamment en raison de la conscience spontanée de leurs intérêts de classe. Malgré la haine des interventionnistes, beaucoup de gens ordinaires déclarent publiquement que «tuer les Russes» est un mauvais slogan, que le but est de détruire les agresseurs armés et leurs complices.

Quelle est la situation de la population, et notamment des habitants du Donbass ?

Depuis les années 1990, la population de l'Ukraine ne cesse de diminuer. Si en 1991, 52 millions de personnes vivaient dans le pays, en 2021, elles étaient moins de 44 millions, en incluant tous les territoires occupés. La baisse régulière de la population est liée à l'effondrement de l'URSS, qui a entraîné une forte détérioration des conditions de vie. Il en a résulté une augmentation de la mortalité, une baisse du taux de natalité, ainsi qu'une émigration active. Entre 1991 et 2010 environ 600 000 personnes ont quitté définitivement l'Ukraine.

Quant au Donbass, avant l'agression russe de 2014, la population des régions de Donetsk et de Lougansk dépassait ensemble les 6 millions de personnes. Après l'apparition des « républiques » fantoches, 3,8 millions de personnes sont restées sur leur territoire. Au moment de l'occupation par la Russie, 2 millions de

personnes supplémentaires vivaient en Crimée. Au total, depuis 2014, environ 1,8 million d'habitants de Crimée et du Donbass sont devenus des réfugiés, ayant déménagé dans d'autres régions d'Ukraine ou à l'étranger. Cela est lié à la fois aux opérations militaires et aux conditions de vie insupportables dans les « républiques », où un régime militaire et policier, un faible niveau de vie et la suppression des droits civils fondamentaux ont été établis dès le début.

Existe-t-il une opposition de gauche en Ukraine, ni pro Poutine ni pro Zelensky? Que pensez-vous de la plateforme « Sotsialniy Rukh » (Mouvement social), soutenue par des forces syndicales et politiques réformistes en France? D'autres forces politiques, syndicales ou associatives ?

Il y a très peu d'organisations de gauche de ce type. Une partie importante des organisations de gauche sont révisionnistes et en même temps soutiennent la politique de la Russie impérialiste bourgeoise depuis de nombreuses années. En particulier, le Parti communiste d'Ukraine, qui dans les années 1990 était le plus grand parti du pays, a déjà dans les années 2000 complètement basculé dans le soutien au régime de Poutine et, par conséquent, a complètement perdu son influence politique.

En outre, depuis l'époque soviétique, il existe des branches de certains « internationaux » trotskistes en Ukraine. Très souvent, les mêmes personnes représentent les cellules des différentes « internationales ». Sotsialniy Rukh est l'un des projets trotskistes et n'a pas de réelle influence parmi les masses. À l'origine de cette structure se trouvent des personnes connues pour leurs aventures avec l'appropriation des fonds des « internationales » trotskistes étrangères. Il n'est pas surprenant que cette structure coopère activement avec les réformistes en Europe et dans le monde.

Par ailleurs, depuis l'ère soviétique, il existe un mouvement de syndicats indépendants en Ukraine, notamment dans le domaine des mines et de l'ingénierie. Ces syndicats sont en partie sous l'influence des forces de droite, mais ces dernières années, ils ont intensifié la lutte pour les droits objectifs des travailleurs. Jusqu'à présent,

cette lutte s'est limitée à des revendications économiques et à des slogans politiques partiels.

Nous avons publié dans notre magazine une analyse de classe trouvée sur le web (<https://eventsinukraine.substack.com/p/class-contradictions-and-the-war?s=r>), qu'en pensez-vous et quelles critiques pouvez-vous faire ?

En général, votre analyse donne une bonne et profonde image de la situation. En même temps, après l'effondrement de l'URSS, et surtout après 2014, la grande bourgeoisie de l'Ukraine a activement cherché l'indépendance de l'influence russe. Cela a commencé à se manifester dans les années 2000, lorsque les plus grandes entreprises ukrainiennes, SCM ou l'Union industrielle du Donbass, ont lancé une expansion à l'étranger et acquis des actifs étrangers.

Maintenant, si l'État ukrainien sort finalement vainqueur politique de cette guerre, ses ambitions en tant que leader régional augmenteront de manière spectaculaire. Cela est déjà évident dans les déclarations des « premières personnes », exprimant publiquement leurs revendications quant au rôle de l'Ukraine en tant que « garant de la paix » dans la région après la guerre. En outre, nos autorités affirment de plus en plus activement que l'Ukraine commence à définir la « mode de la défense énergique de la démocratie » en Europe et dans le monde.

Il est clair que ces ambitions sont limitées par les intérêts de l'Occident (États-Unis, UE, Grande-Bretagne et leurs alliés). Très probablement, l'Occident espère faire de l'Ukraine un exemple réussi de « démocratie post-soviétique », libérée autant que possible du passé soviétique, construisant une « société démocratique » et une économie dynamique. Par analogie, nous pouvons prendre l'exemple de la Corée du Sud, où des milliards d'argent occidental ont été investis, ce qui a permis de créer une économie importante et technologiquement avancée. Mais en même temps, la Corée du Sud n'est pas un acteur indépendant sur la scène mondiale. En outre, le système politique sud-coréen reste largement autoritaire et porte les marques de l'instabilité et des coups d'État militaires du XXe siècle. Une perspective similaire menace l'Ukraine, car le capitalisme est intrinsèquement injuste et instable.

Où vous situez-vous dans la situation politique extrêmement difficile dans laquelle vous vivez, et quelles sont vos principales tâches politiques ?

Nous restons une organisation prolétarienne sur des positions marxistes-léninistes. Depuis que nous existons, nous avons fermement condamné l'impérialisme russe et ses politiques agressives. Et nous soutenons passionnément le peuple ukrainien dans sa lutte contre les bandits de Poutine. Nous dénonçons également l'impérialisme occidental et le régime existant en Ukraine, sur la base d'une analyse de classe objective. Il n'y a

pas de « bon » impérialisme, il apporte toujours le chagrin, la destruction et la mort.

Nos principales tâches politiques sont les suivantes :

- d'expliquer la véritable essence de classe des événements et des phénomènes. Cela s'applique également à l'exposition de l'impérialisme de Poutine, à la véritable nature du régime au pouvoir en Ukraine et aux véritables intérêts de l'Occident ;
- continuer à construire notre organisation sur la base du prolétariat industriel, malgré les forts stéréotypes anti-communistes activement promus par la propagande bourgeoise.



Crédit : KSRD

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Y a-t-il encore une base possible pour un internationalisme de solidarité entre les peuples ukrainien et russe contre les exploités et les impérialistes de tous les pays? Avec les cheminots biélorusses, les pacifistes et les déserteurs russes?

Une telle base existe toujours, puisque les véritables intérêts de classe des travailleurs d'Ukraine et de Russie coïncident. Il en va de même pour les intérêts du peuple travailleur biélorusse et de la classe ouvrière de tous les pays du monde.

Tout au long de l'histoire de notre organisation, depuis les années 1990, nous avons constamment combattu le chauvinisme russe et son influence sur les partis et organisations de gauche. Bien avant les événements de « Maidan » en 2014, nous avons averti que l'impérialisme russe n'était pas moins dangereux que tout autre impérialisme. Et à sa manière, même plus dangereux, puisque les dirigeants de l'impérialisme russe ont leurs racines dans le système capitaliste de l'Union soviétique dégénérée. Ils sont parfaitement au courant de tout ce qui s'est passé dans les territoires de l'ex-URSS, et spéculent habilement sur les humeurs des travailleurs.

Par exemple, le régime de Poutine a exploité les thèmes de l'URSS et de Staline pendant presque toute la durée de son existence, se présentant presque comme leur successeur. Dans la Russie moderne, les symboles de l'URSS sont activement utilisés, et même la mélodie de l'hymne soviétique également. Mais cela ne change rien à la véritable essence de ce régime pourri.

D'autre part, la propagande officielle ukrainienne, tout au long de l'indépendance, cherche à dénigrer les réalisations du système socialiste soviétique, ses dirigeants, le socialisme tel qu'il est. Mais ni la propagande russe ni la propagande ukrainienne ne peuvent changer l'essence des choses : la classe ouvrière, tant en Ukraine qu'en Russie, a ses véritables intérêts de classe, qui consistent à se libérer de l'exploitation capitaliste. Et cela n'est possible qu'avec l'élimination du capitalisme, et le dépassement de tout impérialisme, y compris celui du barbare trompeur Poutine. Les peuples des anciennes républiques soviétiques ont beaucoup d'expérience réussie à la fois dans la lutte commune pour le socialisme et dans les victoires sur des ennemis puissants. Rappelons-nous

la guerre civile d'il y a cent ans, lorsque les jeunes républiques soviétiques, encerclées par les forces ennemies, ont été capables de résister et de gagner. Et de construire ensemble le premier pays de socialisme du monde, l'URSS, et de gagner à nouveau sur les fronts pacifiques et militaires. Nous croyons qu'une telle époque pour le prolétariat de nos peuples se reproduira certainement.

Quels sont les besoins de solidarité internationale que vous attendez en priorité ? La popularisation de vos positions ? Un soutien financier ? Une aide matérielle ? L'accueil des militants ?

Dans la situation actuelle, le plus important est une analyse de classe équilibrée des processus et des événements, qui permet de tirer les bonnes conclusions. Il est également important de populariser ces conclusions auprès des masses. Nous essayons de le faire en Ukraine, et il est très important que d'autres organisations prolétariennes le fassent également dans leur pays.

En même temps, nous sommes très reconnaissants pour le soutien pratique, y compris matériel, à tous ceux qui peuvent le fournir. La guerre a apporté le malheur et la mort aux travailleurs d'Ukraine, et dès les premiers jours de la guerre, nous avons essayé de fournir l'aide organisationnelle et matérielle possible à ceux qui ont perdu leurs maisons ou qui n'ont rien à manger. Ces problèmes sont devenus aigus au début de la guerre, mais maintenant la destruction des bâtiments résidentiels et des infrastructures civiles continue, les gens se retrouvent sans un morceau de pain et sans un toit au-dessus de leur tête. L'Ukraine reçoit une aide humanitaire des pays occidentaux, mais elle n'est pas suffisante et est souvent distribuée de manière chaotique. Par conséquent, nous apportons nous-mêmes notre soutien aux personnes touchées. En conclusion, nous pouvons noter que, très probablement, la guerre va durer environ un an de plus. Le régime de Poutine ne va pas renoncer à ses objectifs prédateurs en Ukraine, et l'Occident non plus. Cela signifie que le peuple ukrainien sera confronté à de nouvelles souffrances. Mais quelle que soit la difficulté, nous devons poursuivre la lutte pour la vérité, la clarification du véritable état des choses. Après tout, ce n'est que de cette façon que nous pourrions avancer sur le chemin de la lutte pour les intérêts réels de la classe ouvrière.

À bas la guerre !

À bas tous les impérialismes !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

CRISE CLIMATIQUE, SÉCHERESSE, ET LUTTES POUR L'EAU



36

Mégabassine de Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres).

Crédit : Lefebvre / Hans Lucas / via AFP

Cet article, et le suivant sur les « Guerres de l'eau mondialisées », tentent de faire le point sur les tensions autour de l'accès à l'eau pour les prolétaires et les peuples, ici en France et ailleurs dans le monde.

Car depuis le début de l'année 2022, il ne pleut pas ou pratiquement pas, une sécheresse inédite affecte la santé des humains et des cultures. Elle a provoqué des mega-feux et des inondations cet été. Et pendant ce temps-là les médias se réjouissent de voir des touristes en short en plein automne, les gros céréaliers vidant les nappes phréatiques pour remplir leurs « bassines » et Macron achète 4 Canadair en plus, au cas où. De quoi aborder l'année 2023 sereinement...

Les partis « de gauche » ont pris l'affaire au sérieux, en particulier la France Insoumise, qui a consacré un chapitre entier de son programme à l'accès à l'eau et à son assainissement. Mais pour dire quoi ?

LA FIN DE L'«ABONDANCE»

D'abord le constat général, que tout le monde peut partager, révolutionnaire ou réformiste. En résumé, le réchauffement climatique provoqué par les émissions massives de gaz à effet de serre de l'ère capitaliste entraîne davantage de sécheresses. Et ce phénomène est en pleine accélération : 62 épisodes de sécheresse entre 1991 et 2015 contre 13 seulement de 1964 et 1990 !

Cette fréquence de plus en plus importante des sécheresses et la progression de la consommation dégrade notre accès à l'eau. Cet été, certaines grandes agglomérations sont passées à deux doigts de la rupture d'approvisionnement (ex : Poitiers). Cette rareté rejoint les préoccupations

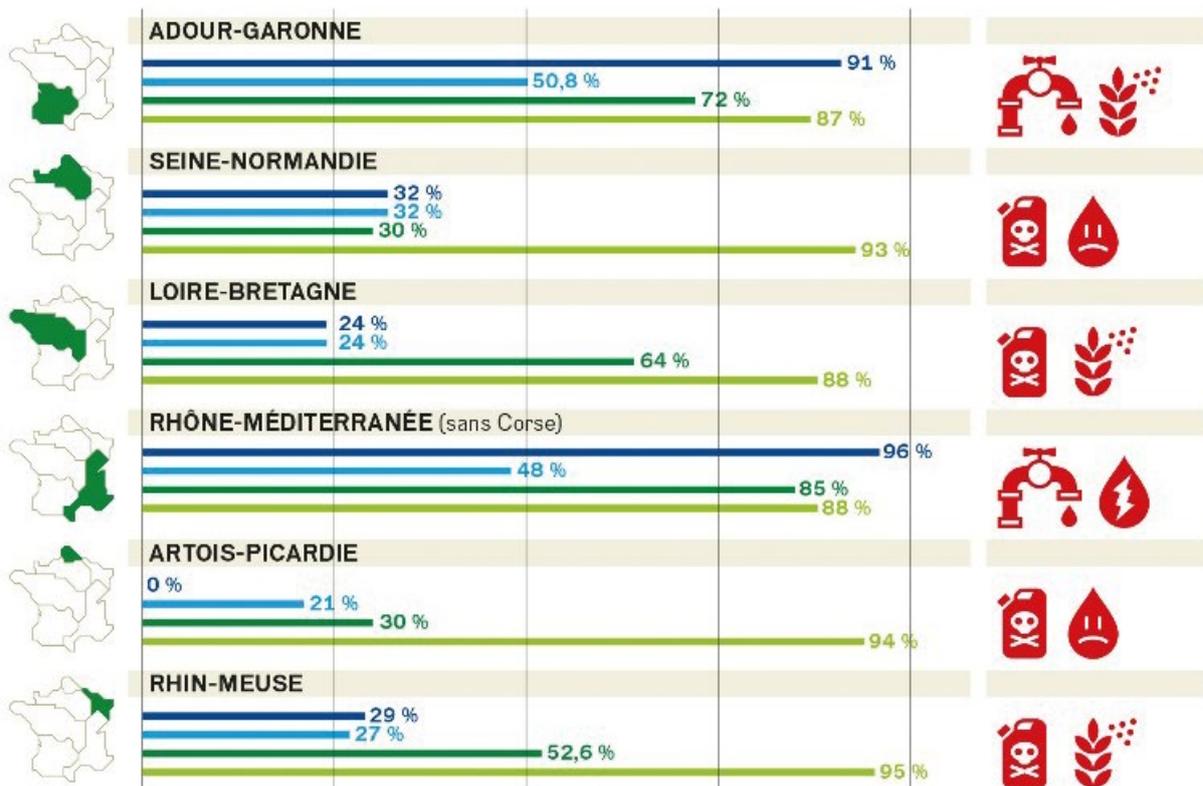
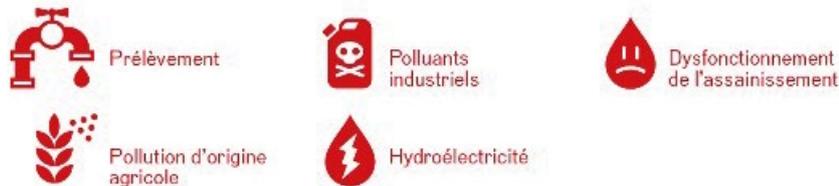
historiques autour de la qualité de l'eau, que ce soit celle des rivières ou celle de l'eau destinée à la consommation humaine.

L'eau des rivières et des nappes phréatiques¹ est en mauvais état. Mauvais état « chimique », car elle est polluée, et mauvais état « écologique », car sa capacité à héberger des poissons et organismes aquatiques est dégradée. Dans le bassin fluvial de la Loire et en Bretagne, c'est seulement 24 % des nappes et rivières qui sont considérées comme étant en bon état chimique, c'est-à-dire pas trop polluées.

Quant à l'eau du robinet, sa qualité est loin d'être bonne partout, à cause des pesticides et autres produits phytosanitaires. L'eau en bouteille n'est pas beaucoup mieux, contaminée à 80 % par des microplastiques, selon l'association Agir pour



PRINCIPALES PRESSIONS SUR LES MASSES D'EAU



« La mauvaise santé des eaux françaises »

Crédit : Reporterre

l'environnement². La même association estime que l'on ingère 5 grammes de plastique par semaine, soit l'équivalent d'une carte de crédit. La faute à notre alimentation et à l'eau que nous buvons. Miam miam...

Soyons clairs, les principaux responsables de cette situation, ce sont les grands monopoles industriels et agricoles. En particulier, la responsabilité de l'agro-industrie est écrasante.

L'eau est un business très profitable

- Des grands monopoles de l'agroalimentaire type Nestlé ont basé leur richesse sur l'accaparement des ressources et la vente d'eau conditionnée et transformée. Cet accaparement est souvent légal mais bien des fois illégal. Combien de forages construits, exploités puis régularisés a posteriori par les services préfectoraux? À Vittel, c'est 1 million de m³ prélevés illégalement par Nestlé Waters selon une plainte déposée en 2020 par plusieurs associations³.

- En France, trois grands monopoles se partagent pratiquement tous les marchés de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif attribués aux opérateurs privés. Dans l'ordre : Veolia (10,7 milliards de chiffre d'affaire uniquement sur la partie eau), Suez (7,5 milliards), Saur (1,7 milliard).

Avec la fusion annoncée de Veolia et de Suez, c'est un mega-trust de l'eau qui se construit, avec la bénédiction de Macron, et au nom de la défense des champions industriels français.

- Entre affairisme, petites ententes et grosse corruption, c'est tout un système mafieux qui s'est mis en place autour du partage du gâteau de l'assainissement et de la distribution d'eau potable. Ce système a profité à beaucoup d'élus et d'administrateurs peu scrupuleux. Dernier grand scandale en date : deux dirigeants d'une filiale de Veolia sont mis en examen pour avoir tenté de corrompre un concurrent italien dans le cadre d'un marché public passé par le SIAAP (service public de l'assainissement en Île-de-France), et d'avoir voulu au passage s'entendre sur une répartition des marchés⁴. On se souvient aussi des « emplois fictifs » du RPR payés par le SIAAP. Ce n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan de corruption que représente cet organisme né d'un « deal » entre le PC et le RPR, et qui a fonctionné comme pompe à fric pour ces deux partis pendant plusieurs décennies.

ALORS ON FAIT QUOI?

Sur la question de l'eau comme sur les autres, les partis réformistes « de gauche » se prépare à assumer le pouvoir d'État, et raisonne comme tel. Pour un premier aperçu de leur vision « écolo », partons du programme de la NUPES (voir l'encadré de droite).

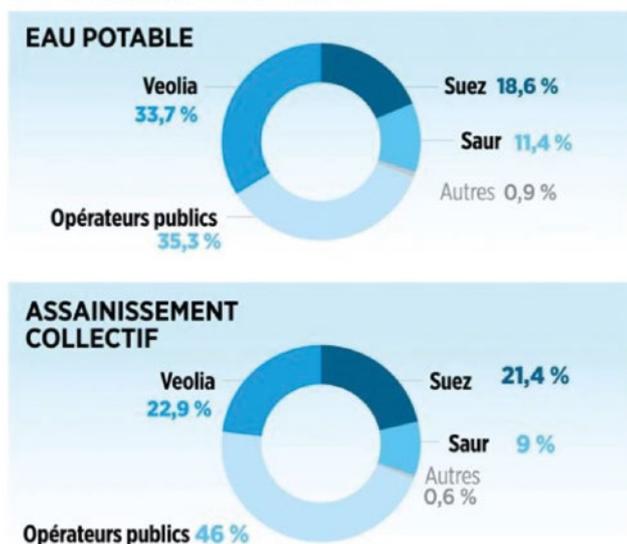
C'est un mélange :

- de mesures symboliques. À ce sujet on pourra demander aux 2,3 millions de chômeurs ce qu'ils pensent du « droit au travail » inscrit dans la Constitution...
- de mesures sociales, évidemment indispensables pour les ménages prolétaires, mais sans le début d'une remise en cause du système qui crée d'un côté une classe privée de tout et de l'autre une bourgeoisie ultra-riche.
- de vœux pieux du style « Atteindre durant le mandat le très bon état écologique et chimique de tous les cours d'eau ». Après traduction, ça donne : « élisez-nous et dans 5 ans tous les cours d'eau seront propres ».

Rien sur l'agriculture capitaliste, l'industrie, les multinationales qui pillent les ressources en eau, les guerres de l'eau. Rien du tout. Le programme

Le marché de l'eau en France

Les principaux acteurs, en % de la population desservie, en 2017



.....
Crédit : Le Parisien

Programme de la NUPES extrait du chapitre 2

- « • Faire de l'eau un enjeu central pour l'Humanité
- Créer un haut-commissariat à l'eau
- Organiser une gestion 100 % publique de l'eau dans le cadre d'un service public décentralisé, articulé autour de régions publiques locales ouvertes aux citoyens
- Consacrer une « règle bleue » qui applique le principe de la « règle verte » à l'eau (ne pas prendre à la nature davantage qu'elle ne peut reconstituer) pour son usage et pour la protection de sa qualité
- Inscrire l'accès à l'eau, son assainissement et le droit à l'hygiène comme droit humain fondamental
- Réprimer les coupures d'eau illégales en prévoyant des sanctions dissuasives
- Rendre effectif le droit à l'eau et à l'assainissement par la gratuité des mètres cubes indispensables à la vie digne et par la suppression de l'abonnement
- Instaurer une tarification progressive et différenciée selon les usages pour lutter contre les mésusages et les gaspillages
- Mailler le territoire de fontaines à eau, de douches et de sanitaires publics
- Renforcer les effectifs de la police de l'eau présente sur tous les territoires pour contrôler plus strictement le captage par les industries d'eau en bouteille, et empêcher toute pollution industrielle ou agricole
- Atteindre durant le mandat le très bon état écologique et chimique de tous les cours d'eau (fleuves, rivières, ruisseaux) et réserves souterraines
- Systématiser le recours au fret fluvial dès que possible »

de la France Insoumise est plus détaillé, mais pas radical pour un sou⁵. On est dans la gestion « responsable », tout ce qui a de plus respectueux de la propriété privée et des intérêts des monopoles.

100 % étatiste

Pour les réformistes, l'État est tout, un véritable fétiche. Toutes les solutions passent par l'État, tour à tour régulateur, planificateur ou gendarme. La gestion de l'eau, c'est d'abord l'affaire des élus et des services spécialisés : administrations en tout genre, agences de l'eau, pompiers, ONF, etc. Et il en faut toujours plus, avec la création de nouvelles administrations, de hauts-commissariats... Mais bien sûr, « les citoyens » auront leur mot à dire... une fois tous les 5 ans.

Au contraire, pour nous révolutionnaire, la lutte contre le changement climatique passera par la mobilisation des masses. Il faudra lancer une véritable révolution culturelle pour mettre les enjeux écologiques au centre des transformations révolutionnaires. Les capitalistes sont capables de mobiliser les masses pour mener une guerre ou mettre en œuvre toujours plus de travail prolétaire. Mais quand il s'agit de lutter contre un désastre écologique qu'ils ont créé, c'est une autre histoire.

Le public plutôt que le privé

Les réformistes partent du constat juste que la gestion privée de l'eau est un désastre pour la gestion de la ressource, autant qu'elle est coûteuse et inefficace. Bref, elle sert à engraisser les monopoles. D'où un plaidoyer pour la gestion publique de l'eau, qui est un moindre mal en effet.

Car l'eau est un « bien commun », nous dit-on. Et pourquoi pas la terre? Mais ce serait aller trop loin... Au final, derrière des apparences radicales et « altermondialistes », on construit une exception pour mieux masquer le complet accord avec l'économie de marché en général, les lois capitalistes et la marchandisation de tous les aspects de la vie.

Quand au reste du « privé », quand est-ce qu'on s'attaque aux monopoles français? À quand la fin des gaspillages, des productions inutiles et dangereuses? Questions interdites pour les réformistes, qui restent des défenseurs forcés des grandes entreprises françaises dans la concurrence internationale. Tirillés entre le « produisons français » et les impératifs écologiques, ils ont déjà choisi (voir le bilan d'EELV dans les gouvernements Hollande).

A-t-on besoin de rappeler que privé ou public, c'est toujours la même logique qui s'applique, et c'est toujours la même exploitation capitaliste qui broie les travailleurs? Il n'y a qu'à demander aux égoutiers, qui sont parmi les travailleurs qui ont l'espérance de vie la plus faible.

Les petits gestes, le local

Pas de caricature, les militants écologistes y compris les réformistes ne sont pas tous dupes sur le rôle dérisoire des « petits gestes du quotidien ».

Pour autant, l'accent est mis sur la consommation d'eau domestique, sur « la responsabilité de chacun ». Or cela représente à peu près 150L par jour et par personne, contre 5000L par jour et par personne quand on compte toute la consommation « induite », c'est-à-dire l'eau qui a été consommée pour produire tous les biens et les services que nous utilisons. On voit bien que le problème vient de là... C'est tout un modèle de prédation de la nature, de surproduction, et d'exploitation que nous devons combattre.

Au niveau associatif, et face à l'absence d'un projet écologique radical, c'est la référence au local qui domine. En oubliant bien souvent la nécessité d'un plan d'ensemble, d'une organisation des exploités qui aie un point de vue global et une politique claire sur les transformations écologiques et révolutionnaires à mener.

À rebours de cette vision, qui fait la part belle aux experts, associatifs et institutionnels, nous devons construire une vision prolétarienne. Une vision qui part des besoins des exploités et qui s'attaque aux vrais responsables capitalistes.

LE PARTAGE DE L'EAU, UNE QUESTION DE CLASSE

Le robinet est ouvert à fond pour les capitalistes

L'agriculture capitaliste intensive représente la majorité 70 % de l'eau consommée dans le monde. L'industrie, c'est 20 %. Pas négligeable. À notre connaissance, alors que nous vivons une sécheresse inhabituelle, il n'y a aucune restriction de consommation d'eau qui concerne les

industriels. Au risque d'enfoncer une porte ouverte, l'eau est un fluide massivement utilisé dans l'industrie (notamment la chimie) et la construction. Elle est rejetée dans la nature sous forme d'effluents plus ou moins pollués par les métaux lourds, les produits chimiques, les hydrocarbures, les résidus de médicaments.

Les centrales nucléaires françaises à elles seules représentent 50 % des prélèvements en eau. Cette eau est utilisée pour le refroidissement des réacteurs et rejetée dans les cours d'eau moyennant quelques degrés en plus, ce qui provoque leur asphyxie. Même en cas de sécheresse et de débit insuffisant des cours d'eau, le nucléaire bénéficie régulièrement de dérogations pour ces « rejets thermiques » au-delà des seuils normalement autorisés, au nom de la continuité de la production d'électricité.

Le robinet est ouvert à fond pour les bourgeois

Rappelons qu'un ménage bourgeois consomme bien plus d'eau qu'un ménage prolétaire, à travers tous les biens et services auquel il a accès.

Les consommations spécifiquement bourgeoises, les piscines et autres loisirs du type golf ou sports d'hiver, sont très consommateurs en eau et sont relativement épargnées par les restrictions.. Cela s'est vu cet été avec le golf, loisir de riches par excellence, et ça a beaucoup choqué! On pense avec plaisir aux « greens » tagués pour protester contre l'arrosage massif en pleine période de sécheresse caniculaire, malgré les restrictions.

Autre exemple : avec la fin programmée du ski de masse, on voit de plus en plus de stations se convertir à un modèle destiné exclusivement aux ultra-riches et basé sur une utilisation délirante des ressources en eau, alors que celles-ci déclinent très rapidement en montagne. D'ailleurs, les riverains s'organisent, et des militants écologistes viennent de stopper net un projet de « retenue collinaire » destinée à la production de neige artificielle pour la station de ski de La Clusaz.

Quant aux médias, ils sont bien indulgents avec les gros gaspillages des bourgeois. Et nous, ils nous appellent aux petits gestes individuels!

Et pour les prolétaires?

Bien sûr le robinet du prolétaire est sur le même réseau que celui des bourgeois, les problèmes de qualité de l'eau touchent toutes les classes. Mais si on y regarde de plus près, ce n'est pas si simple.

Les prolétaires sont massivement consommateurs d'eau sous forme de sodas, jus de fruit etc. C'est-à-dire une eau marchandisée et ultra-transformée, très mauvaise pour la santé, et parfois même moins cher que l'eau « normale ». En apparence c'est la liberté du consommateur individuel, chacun est responsable de ses choix. En vérité, le matraquage publicitaire et les choix des industriels orientent l'essentiel de la consommation de masse.

Le bourgeois, et la petite-bourgeoisie aura accès à une eau de meilleure qualité, en bouteille, minérale, etc. On n'a rien inventé en disant ça...

Et la situation est encore pire dans les colonies françaises!

Alors qu'en métropole l'eau potable représente 0,8 % des frais des ménages, c'est jusqu'à 17 % à Mayotte. La facture d'eau est la plus élevée en Guadeloupe : 800 euros par usager contre 500 euros en métropole, à cause de la vétusté du réseau et d'une gestion mafieuse. Malgré des ressources en eau plus abondante, les Antilles et autres colonies françaises subissent une pénurie d'eau potable. Les réseaux sont vieillissants, de véritables passoires (jusqu'à 60 % de pertes).

En Martinique et en Guadeloupe, ce scandale s'ajoute à la catastrophe du chlordécone, qui contamine les humains, les sols et les eaux pour des centaines d'années, ce qui contraint les Antillais à consommer de l'eau en bouteille en grande quantité. Nous en parlions dans Partisan Magazine n°15⁶.

LUTTES POUR L'EAU

Avec l'approfondissement de la crise climatique, les contradictions s'aiguisent autour de l'accès à l'eau, entre riverains et multinationales (comme à Vittel et Evian), entre militants écologistes/paysans et gros agriculteurs (comme dans les Deux-Sèvres).

Pour l'accès à l'eau contre les multinationales

Reprenons l'exemple emblématique de Vittel. La nappe phréatique de la ville thermale se vide d'année en année (d'environ 1 million de litres). Pour sécuriser l'accès de l'industriel à cette ressource, la Commission locale de l'eau (CLE), mélange de notables et de représentants des industriels, a continuellement favorisé ces prélèvements au détriment de ceux de la population locale, jusqu'à envisager en 2018 de faire venir d'ailleurs l'eau destinée à la consommation des particuliers.

On voit bien que l'État est tout entier au service des capitalistes. Du sommet (gouvernement) à la base : communes, communautés de communes, administrations locales et jusqu'à la plus obscure des administrations.

Non à la privatisation de l'eau! Nous voulons une eau gratuite pour satisfaire les besoins essentiels et pas nourrir les profits des capitalistes.

Pour l'accès à l'eau contre l'agro-industrie

L'ampleur de ces luttes est relativement nouvelle, même si certaines ne datent pas d'hier. Emblématique de la période, la lutte contre les mégabassines montre la voie d'une résistance au modèle d'agriculture ultra-intensive. Les bassines (et mégabassines), ce sont ces retenues d'eau alimentées par pompage dans les nappes phréatiques pour l'irrigation des cultures céréalières principalement destinées à l'alimentation du bétail des élevages concentrationnaires. Face à la multiplication des projets de mégabassines sur le territoire français, de plus en plus d'organisations (Les Soulèvement de la terre, Bassines Non Merci, etc.) s'y opposent, organisent des manifestations et pratiquent le sabotage des chantiers de construction ou des pompes déjà en place. Comme ces 29 et 30 octobre contre le chantier de la mégabassine de 16 hectares à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres, qui ne profiterait qu'à 5 % des exploitants, tous de gros céréaliers producteurs de maïs.

On est dans le domaine de la résistance face à un rouleau compresseur, mais c'est un vent de fraîcheur étant donné la très grande faiblesse historique des mouvements se réclamant de

l'agriculture paysanne, que ce soit syndical (Confédération paysanne) ou associatif.

Nous voulons une eau pour une agriculture de type nouveau, paysanne et écologique, et pas pour produire des céréales pour nourrir des poulets en batterie.

La situation particulièrement mauvaise de l'accès à l'eau aux Antilles, à Mayotte, à la Réunion, n'est qu'une des conséquences innombrables de la domination coloniale françaises sur ces pays. Nous soutenons le droit à l'autodétermination de leurs peuples et nous crions avec les Antillais : **Zéro chlordécone! Dépollution au frais de l'État et des exploiters békés!**

CONCLUSION

Toutes ces luttes représentent la résistance de tous les jours aux conséquences de la crise climatique et contre l'accaparement de l'eau par les multinationales et les gros consommateurs capitalistes.

Mais bien sûr cela ne suffit pas. Nous y reviendrons encore et encore, il n'y a pas de « transition écologique » dans ce monde capitaliste. On passera juste d'un modèle destructeur à une autre, en approfondissant toujours au passage la crise écologique. On s'apprête à troquer la

voiture thermique contre la voiture électrique, tout aussi polluante (électricité, batterie, extraction des terres rares) et bourrée d'objet connectés tous plus inutiles les uns que les autres.

Nous devons mettre fin au capitalisme et redéfinir les besoins en eau sur une base écologique et de classe. Cela peut paraître très vague face à l'urgence de la crise, mais quel autre choix a-t-on?

Bien sûr, ça ne sera pas du gâteau! Car d'une part nous hériterons de la pollution des océans pourris par les déchets plastiques, les hydrocarbures et la radioactivité, des rivières mortes, le chlordécone, etc. Et d'autre part, toutes les contradictions ne s'éteindront pas du jour au lendemain, autour de l'usage de l'eau entre pays, entre ville et campagne, entre classes sociales.

.....

1. Nappes d'eau souterraines mais proches du sol, qui constituent l'essentiel de nos ressources en eau potable.
2. https://petition.agirpourenvironnement.org/wp-content/uploads/2022/07/220719_RapportNousbuvoonsduplastique-1.pdf
3. <https://www.mediapart.fr/journal/france/180620/une-plainte-deposee-contre-nestle-pour-forages-illegaux-dans-les-vosges>
4. <https://www.mediapart.fr/journal/france/181121/corruption-dans-le-marche-de-l-eau-veolia-mis-en-cause-deux-cadres-mis-en-examen>
5. *L'Eau, notre bien commun*, livret thématique du programme de Jean-Luc Mélenchon
6. Article *Chlordécone : Quand l'empoisonnement industriel se double de la domination coloniale*

Sources : LFI/NUPES - Mediapart : Dossier « Water Stories » - Reporterre - L'Humanité.



Manifestation contre le chantier de mégabassine de Sainte-Soline, 29-30 octobre 2022

LES GUERRES DE L'EAU MONDIALISÉES

Les conflits de l'eau en France ne sont que l'illustration locale pour nous de la généralisation des conflits sur toute la planète autour de cette ressource vitale.

Les raisons en sont toujours les mêmes :

→ Le réchauffement climatique et les catastrophes qu'il engendre, entre sécheresses intenses, incendies monstrueux, inondations cataclysmiques et montée des eaux parfois réunies à la chaîne sur le même pays, comme au Pakistan récemment. L'eau devient rare et précieuse, alors qu'elle semblait inépuisable. La faute est désormais établie : non pas une quelconque variation climatique naturelle millénaire, mais l'impact de l'activité humaine – ou plus exactement du capitalisme industriel qui détruit la nature en même temps qu'il détruit l'esprit et le corps des travailleurs du monde entier. L'utilisation des combustibles fossiles, des gaz à effet de serre depuis deux cents ans aboutit à la ruine de la planète. C'est ainsi que le capitalisme s'est construit, depuis les mines du XVIII^e et XIX^e siècle jusqu'aux pétrodollars d'aujourd'hui.

→ Non content de détruire la planète, les monopoles impérialistes consomment de plus en plus de ressources en eau pour leurs plus grands profits :

- L'agro-industrie capitaliste et l'irrigation intensive qui assèchent les fleuves et les nappes phréatiques ; c'est par exemple le cas du fleuve Colorado, qui traverse sept Etats américains qui puisent à tour de rôle dans le fleuve au point de quasiment l'assécher.

Ou des fleuves Amou-Darya et Syr-Daria en Asie centrale, asséchés par la culture du coton au point de faire quasiment disparaître la Mer d'Aral.

- L'hydroélectricité, avec de plus en plus de barrages et de turbines installées en cascade, source de conflits récurrents dès qu'un barrage est construit, l'eau se joue des frontières.

- Des besoins croissants pour l'industrie et le BTP, qu'il s'agisse du refroidissement des procédés, du nettoyage ou de la construction. Sans parler des loisirs de luxe comme le golf, le ski ou autre... Voilà que l'Arabie Saoudite va organiser les Jeux Asiatiques d'hiver en 2029, on est en plein délire et gaspillage capitaliste !

- L'eau potable reste une nécessité vitale bien sûr, mais n'est qu'une faible part de la consommation mondiale de la ressource (10% contre 70% pour l'agriculture et 20% pour l'industrie). C'est néanmoins un enjeu géopolitique majeur avec des incidences sanitaires, comme la réapparition du choléra ou de la dysenterie à Haïti, au Liban ou en Syrie.

→ Et l'accentuation des conflits entre monopoles, entre pays pour le contrôle de l'eau. Avec une double menace :

- Les conflits autour du contrôle des fleuves internationaux, comme le Tigre et l'Euphrate entre la Turquie, la Syrie et l'Irak autour de la construction du barrage Taqba en 1973 en Syrie, puis les

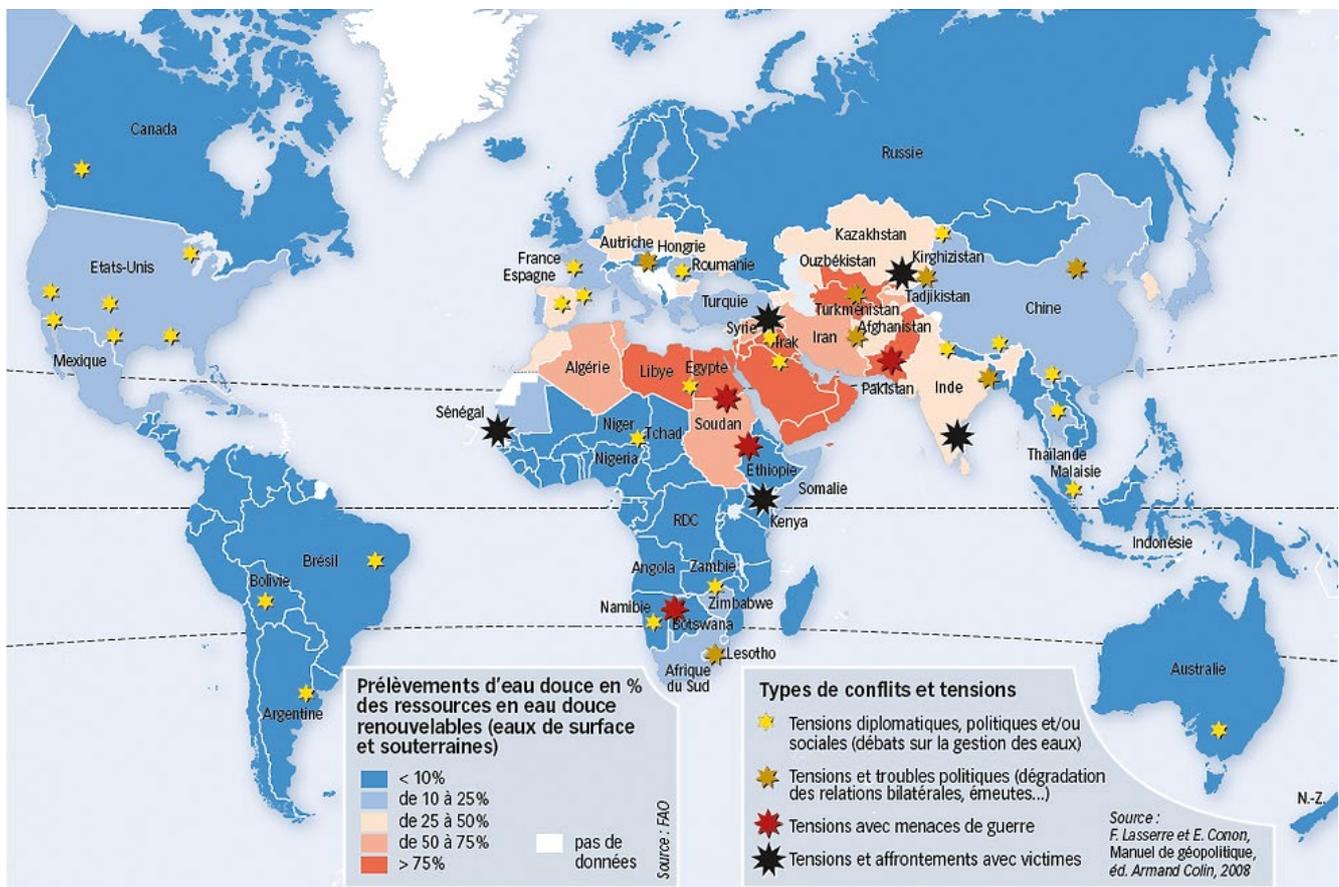
problèmes avec la prise de contrôle des barrages par Daech; le Nil entre l’Égypte, le Soudan et l’Éthiopie autour de la construction du barrage Renaissance en Éthiopie en cours de remplissage, le contrôle de la Chine sur le Mékong et le Brahmapoutre avec le réservoir stratégique du Tibet, les accrochages autour du Rio Grande en 2020 ou les paysans Mexicains se sont révoltés contre l’assèchement du fleuve par les États-Unis etc. Jusqu’à détruire des barrages et canaux comme Israël en Syrie et Jordanie, pour s’assurer le contrôle des eaux du Jourdain – et tant pis pour les Palestiniens!

Tout pays se situant en amont sur le fleuve possède de fait un moyen de pression sur les pays en aval... D’où la multiplicité des conférences, accords internationaux, de l’ONU au Groupe de Shanghai en passant par la Conférence des Pays islamiques qui tentent de réguler les conflits alors mêmes qu’ils se multiplient dans la crise impérialiste mondialisée. Les ressources en eau sont supposées bénéficier d’une protection absolue au niveau international, mais on sait ce qu’il reste des beaux discours dans des situations de crise!

• Les risques contre les infrastructures sont de plus en plus importants. On ne se rappelle pas du bombardement dévastateur de barrages allemands par l’aviation anglaise en mai 1943, mais on a vu la menace de Poutine contre le barrage de Kakhovka en amont de la ville ukrainienne de Kherson. Et on voit les bombardements systématiques du réseau d’eau qu’il mène pour épuiser la population. Les rebelles Houthis ont attaqué à plusieurs reprises les usines de dessalement de l’eau de l’Arabie saoudite, et les conflits de clans pour le contrôle des aqueducs en Libye ou en Jordanie sont récurrents.

Sans parler des risques d’attentat chimique, de contamination, d’empoisonnement, bref toutes les formes d’aquaterroisme pris très au sérieux par toutes les grandes puissances.

→ Enfin, dans ce contexte de crise générale et mondialisée, il faut souligner les liens de plus en plus étroits entre les monopoles de l’eau, la finance et les Gouvernements de chaque pays. C’est le cas bien sûr en France avec Veolia et Suez, mais comme pour le nucléaire, cette fusion impérialiste entre monopoles et appareil d’État provoque



.....
Les guerres de l’eau.
 Cartographie : JL Magnier

corruptions, conflits d'intérêts, détournements de subventions publiques, des sommes astronomiques sont ainsi détournées par les monopoles, sous couvert d'intérêt stratégique. L'exemple caricatural est le barrage brésilien de Belo Monte sur le fleuve Xingu, source de multiples controverses, entre impact environnemental, erreurs de dimensionnement et corruption récurrente. À noter que Lula avait validé le projet en 2010 alors qu'il était président, malgré toutes les controverses... Autre exemple, la « guerre de l'eau » à Cochabamba en Bolivie en 2000, avec un soulèvement paysan victorieux contre la privatisation (avec l'appui du gouvernement) de cette ressource vitale.

Sans développer plus ici, on voit déjà très nettement tous les enjeux des guerres de l'eau.

→ Il ne s'agit pas d'une crise climatique ou environnementale, mais d'une des facettes de la crise généralisée du système capitaliste-impérialiste. Ce n'est pas « l'homme » en général qui détruit la planète, mais le bourgeois, l'exploiteur, le financier.

Et c'est le travailleur, le prolétaire, le paysan pauvre, hommes et femmes, qui seront leur fossoyeur, sur toute la planète.

→ La crise de l'eau est une crise mondiale et mondialisée, où il ne peut y avoir de solution nationale, pour la bonne et simple raison que les océans et les grands fleuves sont internationaux. Seul l'internationalisme peut répondre aux crises à venir, seul l'internationalisme pourra apporter la solidarité mondiale aux plus démunis.

→ Ces crises sont graves, elles mélangent des enjeux économiques, sociaux, écologiques, militaires, au plan international. C'est bien un « système » que nous combattons.

→ Les crises de l'eau mettent au premier plan la nature barbare et destructrice du « système » capitaliste. Elles nous imposent d'y répondre par un autre « système », qu'il nous faudra imposer par la force aux exploités.

• Un système où le choix des priorités des usages devra être débattu et remis en cause. Plus d'agro-industrie (maïs...), plus de gaspillages inutiles, plus de procédés d'exploitations gouffres en ressources. La réponse aux besoins de la population, et des prolétaires en premier lieu, les

économies de ressources et la lutte contre le gaspillage, une nouvelle alimentation sobre et économe, une répartition équitable des ressources entre les peuples, selon les climats et la géographie.

• Un système où les ressources naturelles seront utilisées de manière renouvelable et économe, où l'eau sera un bien précieux non marchand, où le combat contre le réchauffement climatique deviendra une priorité essentielle, pour réparer les dégâts du passé.

• Un système où la mobilisation de toutes et tous, sur une base de classe, ne sera pas celle du colibri qui apporte sa goutte d'eau sur l'incendie, mais sera une mobilisation politique décisionnaire pour empêcher les catastrophes elles-mêmes, par le biais d'États socialistes communalistes, où ce seront le prolétariat et le peuple qui décideront pleinement des choix et priorités, sans remettre leur pouvoir dans les mains d'experts, qu'ils soient techniques, politiques ou associatifs.

→ Les crises de l'eau sont des affaires avant tout politiques et pas associatives, c'est évident. Où s'affrontent des classes, où se jouent des enjeux de classe. En face de nous, les bourgeois, les exploités, les financiers sont armés, organisés dans les États capitalistes, dans les monopoles. Nous, les exploités, les prolétaires, nous sommes divisés, nous n'avons pas de quartier général. Nous nous éparpillons dans des associations parfois très radicales et très respectables, mais nous abandonnons le terrain politique révolutionnaire, communiste, aux bourgeois ou aux réformistes qui prétendent avoir une solution facile et sans bouleversements...

Nous le disons tranquillement : nous savons que s'organiser politiquement est plutôt « mal vu » dans la période actuelle, qu'il est plus facile de se mobiliser dans des associations de terrain, ou de multiplier les avis sur Facebook ou Twitter. C'est pourtant la seule issue pour en finir avec le capitalisme, pour proposer une réponse globale à une crise de système. Alors, rejoignez l'OCML Voie Prolétarienne, à notre modeste échelle c'est à ça que nous travaillons.



EXCLUSION DE LA CGT PSA POISSY

LES ERREURS SYNDICALES DE LUTTE OUVRIÈRE ET DES TROTSKISTES



Depuis plus d'un an, le conflit couvait à PSA Poissy. À partir d'un petit groupe de syndiqués en désaccord, sur une orientation très « collaboration et petites magouilles », la direction du syndicat – dont Jean-Pierre Mercier de Lutte ouvrière, qui est également Délégué Syndical Central CGT de tout le groupe PSA – a été contestée par les structures CGT.

D'épisodes en épisodes, le conflit s'est durci, et la Fédération de la Métallurgie (une fédération très réformatrice) a créé un deuxième syndicat sur le site, pour ensuite désaffilier la CGT historique et interdire à ses militants de se revendiquer de la Confédération. Pas une exclusion au sens propre, mais une basse manœuvre qui revient au même.

Nous n'allons pas revenir ici sur les détails de cette affaire, et renvoyons nos lecteurs aux divers articles du blog « Où va la CGT ? » qui a soutenu sans réserves les camarades contre cette exclusion de fait, tout en étant très circonspect sur la conception du syndicalisme porté par Lutte Ouvrière. Lutte Ouvrière qui, sans diriger totalement la CGT de l'usine, a une grosse influence sur l'orientation du syndicat. C'est donc plutôt à ce volet que nous allons nous intéresser, à la politique de Lutte Ouvrière dans les syndicats, l'organisation trotskiste qui a été à la manœuvre tout au long de l'affaire.

L'ARGUMENT PRINCIPAL DE LO : C'EST PAS DÉMOCRATIQUE!

Ils ont raison, c'est le moins qu'on puisse dire. Il y a eu un vrai congrès (peut-être insatisfaisant mais réel) le 14 novembre 2021, dans lequel plus de 190 syndiqués ont reconduit la direction du syndicat, et une réunion de tous les délégués du groupe PSA pour la désignation du DSC le 13 mai 2022 à Montreuil, véritable sketch où malgré l'appui de 88% des voix à JP Mercier, c'est un autre délégué, « officiel », qui a été validé par la Confédération, puisque JP Mercier n'est prétendument plus affilié à la CGT.

Donc, les dirigeants de la Métallurgie, comme ceux du département des Yvelines ne sont pas des démocrates. OK, c'est l'évidence.

Mais alors pourquoi ont-ils fait cela? Alors que la CGT se gargarise de démocratie interne, du syndiqué acteur et décideur et bla et bla...

Que dit Lutte Ouvrière? : « les syndicats CGT ont toujours refusé de collaborer avec le patronat ou de signer des accords en défaveur des travailleurs. Pour eux, leur activité doit être dirigée vers les travailleurs, pour mener la lutte contre l'exploitation. Et c'est cela que la Fédération veut détruire » ... « Les bureaucrates se moquent de la démocratie ouvrière comme de leur première signature » ... « Bien entendu, la Fédération a bénéficié du soutien inconditionnel de la direction de PSA dans ses attaques » ... et de conclure que ce qui compte ce n'est pas l'étiquette « mais la lutte contre l'exploitation et pour cela de s'organiser en regroupant dans ce but le maximum de travailleurs conscients » (Journal Lutte Ouvrière du 9 septembre 2022¹). C'est cette même thématique qui a été reprise par toutes les interventions qui ont suivi, par exemple à la fête de l'Humanité² ou au rassemblement au tribunal de Bobigny le 20 octobre.

LES BUREAUCRATES SYNDICAUX : MAUVAIS DIRIGEANTS OU COLLABORATEURS DE CLASSE?

Alors nous renouvelons notre question : d'où viennent ces bureaucrates, comment se fait-il qu'ils se retrouvent à la tête des structures de la CGT? Comment se fait-il qu'ils soient réélus à tous les congrès, sans opposition? Est-ce un

problème spécifique à l'entreprise PSA, à la métallurgie, comme le dit Lutte Ouvrière? Quelques méchants qu'il faudrait dégager avec un peu plus de démocratie?

Continuons nos questions : la situation existait depuis des années, avec des frictions mais sans ce genre de conflit (d'ailleurs Martinez lui-même, quand il n'était alors que secrétaire de la métallurgie, avait contribué à apaiser les tensions avec les militants de LO et du NPA). Comment se fait-il qu'aujourd'hui la Fédération ait décidé de faire le ménage dans le groupe PSA?

Continuons encore : comment se fait-il qu'on retrouve les mêmes attitudes dans d'autres structures, comme le Commerce, nombre d'ULs etc.?

Lutte Ouvrière n'apporte aucune réponse, est bien incapable d'analyser le phénomène, car comme tous les trotskistes, elle fait une analyse complètement fautive de ce que sont les bureaucrates réformistes. Pour eux, il y a un « mouvement ouvrier », en quelque sorte pur, juste avec quelques dirigeants vendus qu'il suffirait d'éliminer pour retrouver le caractère révolutionnaire de la classe ouvrière, dans la généralisation de la lutte. Pour reprendre une formule que nous affectionnons, « des amis qui se trompent », et qu'il faut ré-éduquer, par la contrainte s'il le faut.

Dans cette perspective, il ne faut pas s'attaquer aux réformistes et à la collaboration de classe, en tant que telle, cela décourage les ouvriers, il faut revendiquer plus de démocratie pour écarter les vendus et généraliser la lutte. Les vendus seront alors bien obligés de suivre – parce que eux aussi font partie du « mouvement ouvrier ».

Lutte ouvrière, comme tous les trotskistes, ne comprend rien à la nature des bureaucrates réformistes dans un pays impérialiste, ceux que Lénine appelait « les lieutenants ouvriers du capital » (voir « L'impérialisme et la scission du socialisme » - 1916³). C'est-à-dire non pas des « amis qui se trompent », mais des « ennemis qui se cachent » pour continuer avec nos formules.

Nous avons longuement développé cette analyse depuis l'origine de notre organisation (voir *Sur les bases de l'opportunisme dans la classe ouvrière* dans notre revue La Cause du Communisme n°1 en 1980⁴). Résumons.

Afin de préserver la paix sociale et de maintenir l'exploitation, l'impérialisme corrompt une fraction de la classe ouvrière (souvent les couches les plus qualifiées des secteurs stratégiques) et crée une couche de bureaucrates issus de la classe ouvrière, incrustés dans la collaboration de classe et l'acceptation des règles du jeu du capital, via les institutions paritaires, les CSE, les postes dans la formation professionnelle, la gestion de la Sécu, des Mutuelles et du chômage, les CESE divers et variés à tous les échelons de la division administrative de l'Etat, le prétendu « dialogue social » avec patronat et gouvernement dans la gestion du capitalisme. Certes, ces aristocrates et bureaucrates peuvent être en conflit avec la main qui les nourrit, mais cela reste dans le cadre d'un affrontement pour le partage des miettes, des conceptions peu différentes (même si elles sont tout à fait illusoire) de la gestion du capitalisme. Ils sont incrustés dans le capitalisme dont ils sont en fait **DEVENUS UN ROUAGE** pour empêcher sa destruction. Ça commence par la carte bleue du syndicat, ça continue par des salaires de cadres supérieurs pour les permanents, ça se termine avec l'exclusion de militants combattifs, la liquidation de syndicats entiers, les guerres de clans entre factions opposées, mais aussi bureaucratiques les unes que les autres.

Ces « lieutenants ouvriers du capital » ne sont pas des amis qui se trompent, ils sont les représentants corrompus de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Ils ne veulent pas la destruction du capitalisme, ils veulent défendre leurs avantages et privilèges, les accroître même pour toujours « en croquer un peu plus ». Combien de permanents reviennent au travail une fois leur mandat accompli ?

Alors, quand ils se sentent menacés, ou quand leurs privilèges peuvent être contestés, ils sont prêts à tout pour les défendre.

Quand nous disons qu'ils sont prêts à **TOUT**, c'est vraiment à tout. Jacques Leclerc, secrétaire de l'UL de Douai est mort en 2009 d'une crise cardiaque après des mois de harcèlement anonyme contre lui et sa famille, du fait des positions de classe qu'il défendait. Un de nos camarades a été exclu de la CGT un jour et licencié le lendemain pour avoir participé à une grève d'OS alors qu'il était professionnel (Usine Montupet, en

juillet 1981) et que la CGT était contre la grève. Et on ne compte ainsi plus le nombre de camarades broyés littéralement, mentalement et physiquement par les bureaucrates réformistes qui se sentaient contestés. Nous ne partageons pas les illusions de Lutte Ouvrière sur la démocratie et les bureaucrates réformistes. Nous nous protégeons, nous veillons à ne pas prendre ou chercher des responsabilités dans l'appareil, car nous savons mesurer le rapport de forces que nous pouvons avoir : à la mesure de la mobilisation et de la radicalité du mouvement syndical, c'est-à-dire globalement faible.

POURQUOI S'ATTAQUER À LA CGT PSA POISSY ?

Alors, PSA et la Fédération de la Métallurgie ? Pourquoi cette attaque alors que la situation existait depuis des années ?

C'est probablement la conjonction de trois facteurs (ce serait à creuser)

Les bouleversements dans l'automobile pour les années à venir, avec l'abandon des voitures thermiques pour l'électrique, et donc les restructurations majeures qui vont se produire dans les usines de production. La fédération de la Métallurgie (FTM), aujourd'hui une des plus réformistes de la CGT, veut avoir les mains libres pour négocier avec l'UIMM (branche métallurgie du MEDEF) les transformations à venir et le maintien du paritarisme dans le nouveau contexte du futur. Les lieutenants ouvriers du capital, les ennemis ne se cachent plus et sortent du bois, ils jouent le rôle que le capital leur assigne.

Le mandat de Délégué Syndical Central de JP Mercier, par ailleurs porte-parole de Lutte Ouvrière, devenait gênant dans ce contexte et il fallait mettre quelqu'un d'autre aux ordres. Ce n'est pas la politique en tant que telle qui gênait (le PCF ne s'en prive pas), mais une certaine combativité dans tout le groupe PSA qui devenait déplacée.

Et un noyau de syndiqués très réformistes, souvent jeunes et peu formés syndicalement, prêts à toutes les compromissions, parfois mêlés aux petits trafics et magouilles, qui aspiraient à devenir calife à la place du calife pour en profiter et en croquer. L'existence de ce noyau permettait à la

FTM de se revendiquer d'une prétendue démocratie pour normaliser le syndicat, quoi qu'il en coûte en termes de lutte des classes.

En fait, Lutte Ouvrière ne comprend pas ce qui s'est passé à PSA Poissy, est incapable de comprendre les contradictions du mouvement ouvrier. Elle le considère quelque part comme pur, dans une contradiction idéale entre bourgeoisie et prolétariat contre l'exploitation. Déjà qu'elle a du mal à admettre l'existence de contradictions secondaires au sein de la classe ouvrière, entre français et immigrés (oui, le racisme existe dans la classe ouvrière!!), entre hommes et femmes (et oui, le patriarcat, le sexisme et le machisme existent bel et bien parmi les ouvriers), entre ouvriers qualifiés et OS, alors imaginer une contradiction ANTAGONIQUE entre classe ouvrière et lieutenants ouvriers du capital, on n'imagine même pas!

Ce qui explique son absence de combat frontal contre le réformisme et les réformistes dans le syndicat, de polémiques sur le fond dans les congrès et les luttes, nous l'avons expérimenté à de multiples reprises. Dans les grèves, Lutte Ouvrière refuse absolument le débat politique, qu'il s'agisse des réformistes, de l'affrontement avec la police et la justice ou autres, pour limiter le débat à l'organisation de la lutte et à exciter la colère contre l'injustice. Certes Lutte Ouvrière valorise les Comités de Grève, mais pas pour faire progresser la conscience de la classe, pour entraîner la masse ouvrière sur l'orientation qu'elle propose. Alors, lorsqu'elle propose de « regrouper le maximum de travailleurs conscients » - voir plus haut, on peut poser la question : « conscients » de quoi? Certainement pas de la vraie nature du capitalisme, de qui sont les amis et qui sont les ennemis – en particulier de ceux qui se cachent, et des voies et moyens pour avancer vers une libération véritable.

IL FAUT SE PRÉPARER À L'AFFRONTEMENT AVEC LES RÉFORMISTES BUREAUCRATES

Pour revenir à l'obsession de Lutte Ouvrière, la démocratie, les réformistes bureaucrates ont une conception bourgeoise et autoritaire de la démocratie, la démocratie bourgeoise similaire à celle du capital dans son ensemble, y compris la répression. Lutte Ouvrière a une

conception plus ouverte de la démocratie, mais ce n'est certainement pas une démocratie de classe, au service des ouvriers et du prolétariat. C'est plus proche des idées fumeuses de la petite-bourgeoisie sur la « démocratie pure », qui permettrait soi-disant de libérer les potentialités révolutionnaires des ouvriers spontanément révolutionnaires – sous la direction éclairée des « révolutionnaires » qu'ils sont supposés représenter.

Du coup, Lutte Ouvrière sous-estime le danger des bureaucrates réformistes, sous-estime la lutte féroce contre eux, ne protège pas ses militants, elle sous-estime la force de l'ennemi car elle imagine que la démocratie peut tout régler. Aujourd'hui, elle en paye le prix à PSA.

Au fil de notre blog « Où va la CGT? », nous ne cessons de répéter ces vérités, d'alerter les militants honnêtes, combatifs, des dangers que représentent les réformistes. Nous appelons à la prudence, nous dénonçons sans relâche, nous appelons à nous regrouper, d'abord au plan politique dans l'OCML Voie Prolétarienne pour mener l'affrontement.

Nous savons qu'au final, nous nous retrouverons CONTRE eux, et qu'à ce moment, il nous faudra être lucides et ne pas nous tromper.

Aveuglée par la démocratie pure, Lutte Ouvrière est condamnée à l'erreur, à subir les coups de l'ennemi, à hésiter face aux choix déterminants à venir. C'est la leçon de PSA.

Non, la lutte et la démocratie ne suffise pas à construire une politique de classe dans les syndicats!

Nous avons un ennemi à deux têtes : le capitalisme et les exploiters d'un côté, les lieutenants ouvriers du capital de l'autre!

.....

1. disponible en ligne : https://journal.lutte-ouvriere.org/2022/09/07/psa-poissey-non-lexclusion-du-syndicat-cgt-historique-par-les-bureaucrates-de-la-federation-des_402842.html
2. <https://youtu.be/4XcSzv4MhYc>
3. <http://ouvalacgt.over-blog.com/article-mais-d-ou-sort-cette-bureaucratie-80165007.html>
4. ocml-vp.org/article/205.html

L'IMPASSE CAPITALISTE
Travail, besoins
et urgence écologique**TOM THOMAS**

Éd. Critiques 2022, 156 pages, 14€

Dès les premiers mots du premier chapitre, Tom Thomas est clair, l'impasse dont il traite est l'impasse écologique : « Le capitalisme... se heurte aujourd'hui à deux limites objectives, pour lui infranchissables, l'une économique et l'autre écologique. Je ne reviendrai pas dans cet ouvrage sur l'explication de la limite économique. »

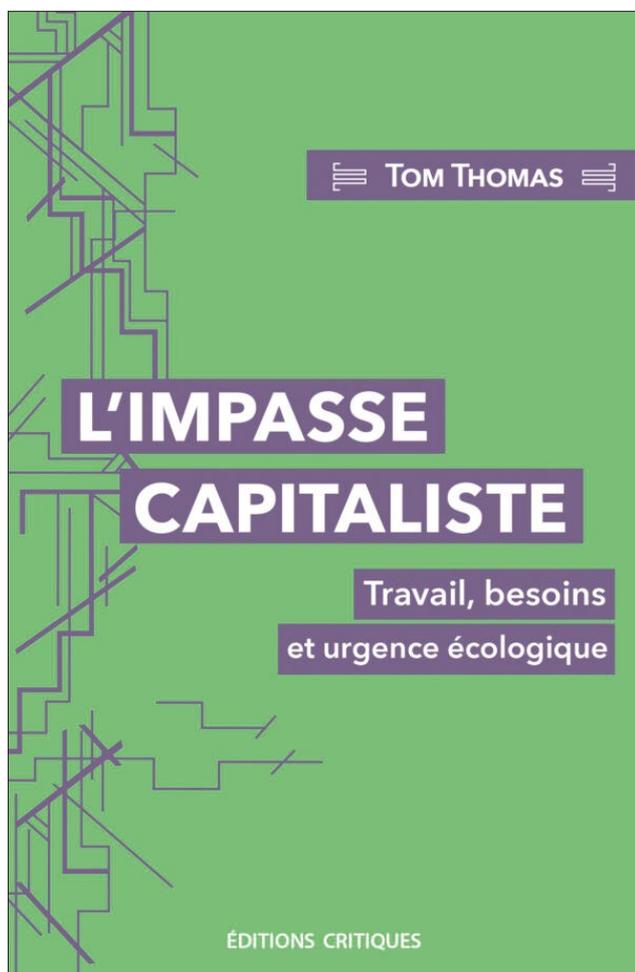
Il ne s'agit pas de changer de productions (remplacer la voiture thermique par la voiture électrique, tout aussi polluante, par exemple), mais de changer de mode de production. « Changer tout » : c'est le titre du chapitre 5. En conséquence, ce petit livre est un véritable résumé des positions de l'auteur, exposées en détail dans ses autres livres, mais surtout un traitement en soi du problème urgent de la crise écologique. Avec des nouveautés par rapport à « L'écologie du sapeur Camember » datant de 1992. Ainsi est affirmée la « nécessité d'une forte décroissance » (pp. 82, 126, 146), y compris d'une décroissance démographique (p. 110). Mais pas à la mode capitaliste, catastrophique pour les prolétaires. Suivant un plan, et une maîtrise collective de ce plan.

« Changer tout » peut se formuler par « changer le travail », celui-ci étant à la fois le lieu du métabolisme entre les hommes et la nature (le mot métabolisme est celui de Marx), et le lieu de l'organisation en société des hommes entre eux. Le travail répond à des besoins, tout aussi critiquables et historiquement évolutifs.

Des contradictions apparaissent, qui sont celles de l'application pratique. Contradiction entre d'un côté la part positive de l'héritage capitaliste, les conditions matérielles et le « general intellect », aujourd'hui informatisé, et de l'autre l'épuisement des ressources fossiles. Contradiction entre la perspective d'une « suppression des activités et productions militaires », « à plus ou

moins long terme », et celle de « vastes conflits militaires » dont la guerre en Ukraine « n'est qu'un avant-goût ». Contradiction entre l'aliénation des prolétaires, contraints de lutter pour « la fin du mois », et la nécessité « que suffisamment d'hommes le veuillent » pour espérer « la réussite d'un processus révolutionnaire ».

Tous les problèmes politiques restent donc posés, mais le but, les perspectives globales, sont fixées, concrètement. Le réformisme des petits pas, la confiance dans l'Etat, l'écologisme officiel, sont stigmatisés sans relâche. Avec une mention critique particulière pour les staliniens!



LE FUTUR DU TRAVAIL

JUAN SEBASTIAN CARBONELL

Éd. Amsterdam 2022, 180 pages, 12 €

Quel est le travailleur qui ne s'est jamais demandé avec inquiétude vers quel avenir on allait? Au vu 1. du chômage massif, 2. de la précarisation grandissante, 3. de l'informatisation et de la robotisation, 4. de l'importance prise par le transport et la logistique, il est naturel de se poser la question : Quel sera donc le « futur du travail »? Ces quatre questions font l'objet d'un chapitre chacune dans le livre, et l'auteur s'évertue à démolir les fantasmes et autres illusions, telles que la fin du travail, la fin de l'industrie ou la fin du prolétariat, qui servent surtout à éviter de reconnaître la nécessité de la fin du capitalisme.

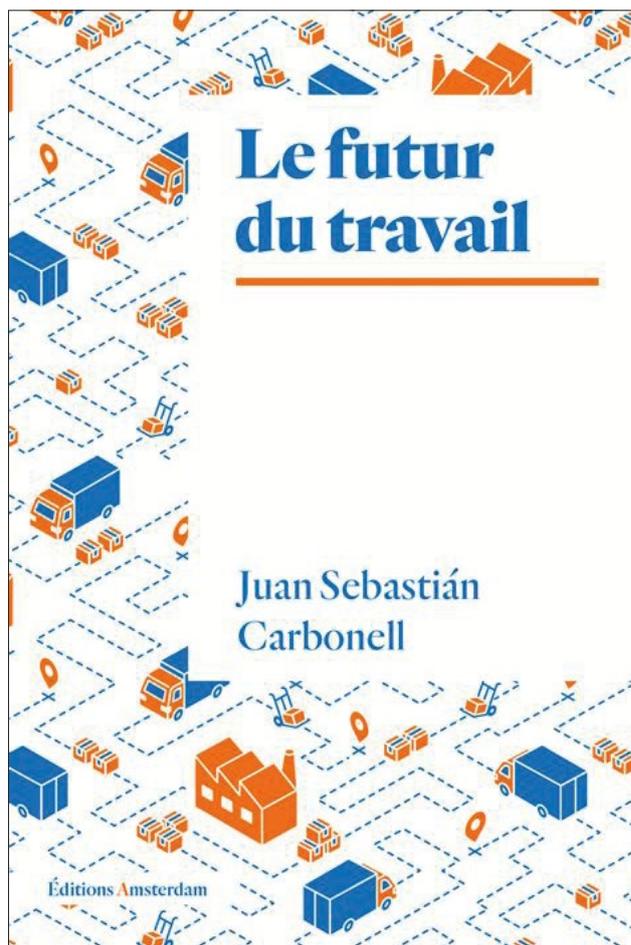
De nombreux constats sont agréables à rencontrer au fil des pages. Ainsi : « Malgré les discours triomphalistes sur la robotique, jamais autant de personnes n'ont travaillé dans l'industrie au niveau mondial » (p. 15). Ou encore : « Une estimation fiable affirme qu'en 2017, en France, le secteur logistique hors transport concentre près de 990 000 emplois, dont 790 000 emplois ouvriers. (...) À titre de comparaison, les ouvriers de la filière automobile, bastion industriel et syndical en France, ne sont plus que 190 000 » (p. 135).

Le 5^e et dernier chapitre est consacré aux conclusions. Il s'emploie d'abord à démolir trois fausses solutions : un revenu universel, la démocratie dans l'entreprise, la suppression du travail. Et là, surprise. L'auteur propose de substituer à une illusoire démocratisation de l'entreprise... un objectif de démocratisation de l'entreprise : « Si l'objectif est d'instituer une simple démocratie économique, alors défendre une simple répartition du pouvoir plus équitable entre les actionnaires et les employés reste insuffisante. Il faut, plutôt, envisager le contrôle des salariés comme moyen de démocratisation du travail » (p. 160). Cette dernière perspective est si peu révolutionnaire qu'on peut déjà l'observer dans d'autres pays » (p. 161).

Voici enfin la conclusion positive de l'auteur, « Libérer la vie du travail ». Elle commence par une référence positive à Marx : « Le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur. (...) La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail » (p. 168-9). S'ensuivent des considérations bien senties sur la réduction du temps de travail, sur les pièges des 35 heures Aubry, la flexibilisation et l'intensification, la réduction des temps de pause; et un constat de la tendance actuelle : « Depuis quelques décennies, on constate en France une stagnation de la baisse du temps de travail, quand ce n'est pas une augmentation de celle-ci, de même qu'un développement du temps de travail à des horaires « atypiques », c'est-à-dire les week-ends ou la nuit » (p. 170).

Mais le dernier mot du livre revient au « contrôle » : « D'où l'importance d'un contrôle sur le travail par les salariés eux-mêmes, qui ne se réduise pas à une simple mise à égalité entre ceux-ci et les actionnaires mais qui leur permette de décider librement de son contenu et du sens à lui accorder, afin de lui donner un autre but que l'accumulation de profits » p. 174).

Même si on ne sort pas, finalement, de ce maréage trotskiste (l'auteur est militant à Révolution Permanente), de ce va-et-vient confus entre d'un côté le contrôle d'un pouvoir qu'on ne démolit pas et de l'autre l'aspiration à dépasser ce pouvoir et ce système, le livre reste très utile et très pertinent, par ses constats scientifiques des réalités, par sa démolition d'une série d'illusions et de contre-vérités courantes.



JE VOUS ÉCRIS DU FRONT DE LA SOMME

FRANÇOIS RUFFIN

Les Liens qui libèrent 2022, 136 pages, 10€

« La gauche doit défendre le travail et ne pas être la gauche des allocations et minima sociaux ». La petite phrase de Fabien Roussel à la fête de l'Humma a fait du bruit, car elle avait une forte résonance de droite-extrême-droite, contre les « cas sociaux », et de macronisme, contre les chômeurs qui ne se donnent même pas la peine de traverser la rue pour trouver un travail (Lire ocml-vp.org, Travail ou allocs, le faux débat, 2022-09-22).

François Ruffin publie en parallèle un petit livre qui, le titre ne l'indique pas, porte sur la « valeur travail » (p. 8). Est-ce qu'il va dans le sens de Fabien Roussel, de la droite et de l'extrême-droite ? Non, il va dans le sens de la (vieux) gauche !

Il n'a pas son pareil pour décrire les conditions de vie et de travail des prolétaires d'aujourd'hui et, pour cet engagement, on l'apprécie. Son film *Debout les femmes !* a même eu droit à trois pages dans le *Partisan* magazine n°18. Les métiers qui se sont révélés « de premier rang », indispensables pendant la Covid, ont souvent des horaires atypiques et des salaires de misère. Ruffin en cite dix en sept lignes (p. 67), tous en-dessous de 1000 euros en moyenne (à cause des temps partiels).

« Notre gros souci, dit-il, c'est que l'univers des riches est devenu invisible » (p. 51). « Ne restent que les inégalités de proximité » (p. 52). Or les vrais profiteurs, ce ne sont pas nos voisins avec des allocations, ouvriers cassés par le travail, jeunes qui galèrent, femmes enceintes, retraités pauvres, etc, mais ceux qui se gavent de dividendes. « Voilà notre rôle politique, majeur : réactiver ce conflit, l'illustrer, le renouveler... » (p. 52). Il note les mots absents du vocabulaire du FN-RN : inégalités sociales, classes, riches, pauvres, précarité, actionnaires, dividendes...

Réactiver le conflit de classe est la grande qualité de Ruffin, c'est aussi sa grande limite, car son but en fait c'est de réactiver la « gauche » parlementaire et réformiste. Des objectifs divers sont définis, mener une guerre climatique (en s'inspirant de Keynes et Roosevelt!), prendre en compte les maladies professionnelles psychiques, retrouver la fierté de son travail et de sa classe... Mais l'objectif central et immédiat

est résumé dans les tout derniers mots (p. 129) : faire 65% aux élections nationales, le score réalisé à Flixecourt dans la Somme. Un travailleur lui dit « la révolution », il lui répond « Oui mais... », et le ramène à son désir de décrocher un CDI (p. 82). Faut-il fixer à tous un horizon ? Ce sera entre autres « faire Nation » (p. 124), redorer « le rôle de la France dans le monde », combattre son déclin (p. 122).

Une expression récurrente interroge : « depuis quarante ans » (p. 69, 109, 123). Que s'est-il passé en 1982-83 qui, depuis, nous a fait suivre une mauvaise voie ? Le tournant de la rigueur, la gauche au pouvoir abandonnant ses promesses sociales et se pliant aux lois du capitalisme. Pourtant, mai 81 avait été « une belle réussite », alors que mai 68 « ne se prolonge nullement dans les urnes » (p. 27). Une gauche renouvelée pourrait aujourd'hui « atténuer cette mondialisation, maintenir des protections » (p. 79). Pas étonnant, donc, qu'on ait droit à une page d'hommage à Mélenchon : « Sans lui, la gauche était liquidée, enterrée... » (p. 22).

C'est à lire. C'est court, concret, dénonciateur. La situation et les luttes politiques de notre classe sont bien exposées, mais aussi la défense de la fausse piste de la voie réformiste !

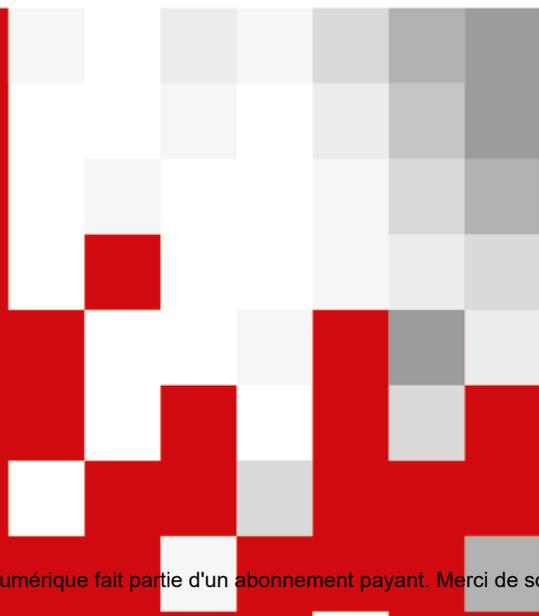




SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

www.ocml-vp.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP



Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

DOSSIER
1917-2017

FAIRE VIVRE
LA RÉVOLUTION
COMMUNISTE

TURQUIE / KUSDISTAN
Rencontre avec
un guerillero maoïste

Gauche et chômage
LES ILLUSIONNISTES

Publié par
l'OCML Voie Prolétarienne



vp-partisan.org
contact@vp-partisan.org
BP 122 - 93403 Saint-Ouen

LUTTER CONTRE
PÉNIBILITÉ
L'EXPLOITATION

LE MOUVEMENT POPULAIRE
AU PÉROU
Un bilan

ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 122 - 93403 Saint-Ouen

Mouvement
OUI TRAVAIL Fem

par
prolétarienne



TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !
Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale
en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

– Les numéros 1 à 15 sont disponibles en intégralité sur ocml-vp.org –

ÉPUISÉ N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition?

N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités?

N°3 • Racisme, marxisme et révolution

N°4 • L'alternative communiste

DERNIERS NUMÉROS! N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat

N°6 • Verts parce que Rouges

N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier

N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste

N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation

N°10 • Féministes révolutionnaires

N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages

N°12 • Afrique : résistances et révolution

N°13 • Travailler tous, moins, autrement

N°14 • Le monde tremble, les révolté·es cherchent un chemin

N°15 • Chimie, le profit contre la santé

N°16 • Et après? On redémarre la machine capitaliste ou on change de système?

N°17 • Crise, licenciement, lutte pour l'emploi

N°18 • Gardons le cap!

N°19 • La démocratie, on la voyait pas comme ça!

3,50€

FRAIS D'ENVOI
INCLUS

À lire tous les mois



UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES
À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter



www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander



Brochures

- 1871. Au nom du peuple la Commune est proclamée!
- Plate-forme de lutte pour l'emploi

Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville!
Le prix varie selon la quantité!

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

L'Antidote
88, rue Avron
18000 Bourges

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Maison Norman Béthune
9697 bd Saint-Laurent - local 303
Montréal - Canada

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN**

BP N° 133

93213 Saint Denis la plaine cedex

CCP : N°23 743 83 G Paris

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084**

**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR**

PARTISAN

MAGAZINE

1	Éditorial
3	Les superprofits... et les pièges!
6	Réforme du bac pro
11	DOSSIER : LA PAROLE AUX RÉVOLUTIONNAIRES
12	Bilan de la tournée de RAWA
14	Intervention de l'OCML-VP lors de la tournée RAWA
16	Pour un Afghanistan libre, laïc et démocratique!
24	Interview du KSRD d'Ukraine
36	Crise climatique, sécheresse, et luttes pour l'eau
43	Les guerres de l'eau mondialisées
46	Exclusion de la CGT PSA Poissy
50	Lire

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l'OCML Voie Prolétarienne. Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre. Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 57** —

Partisan Magazine n°21 sortira mi-2023